



Les migrants

Lettre 77 aux cercles de silence

Février 2024

Dès les prochaines étapes, vous aurez des informations sur le site internet qui est en construction. Merci au cercle de Toulouse qui apporte des informations (via La Cimade) concernant le CRA de Cornebarrieu. Les cercles de silence qui sont proches des CRA ou en relations avec eux seraient bien inspirés de faire la même chose. Ces informations étant

mises dans la lettre « Les Migrants ». Le site internet permettra aux divers cercles d'y entrer les informations locales : il suffira de trouver une personne qui accepte de le faire (le mode d'emploi sera donné à ceux qui le demanderont).

Michel Girard

Table des matières

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	2
Cornebarrieu.....	2
FRANCE.....	3
La loi « immigration », en attente des lois d'ajustement pour l'année 2024.....	3
Recours indemnitaires contentieux déposés Par Bordeaux, Grenoble, Lyon, Rennes et Strasbourg.....	4
Favoriser l'intégration des réfugiés par la reconnaissance des compétences.....	4
Les Palestiniens évacués de Gaza vers la France.....	5
Les médecins étrangers.....	6
Les ukrainiens en France : l'hébergement citoyen.....	8
Les Ukrainiens en France : que deviennent-ils.....	9
Frontex : l'ancien patron est candidat aux élections européennes.....	11
Comment s'organisent les expulsions d'étrangers en France ?.....	13
Les Ukrainiens en France : que deviennent-ils.....	16
Bordeaux.....	18
Briançon.....	19
Cesson- Sévigné (Ile et Vilaine).....	19
Cleres (Seine Maritimes).....	20
Grenoble.....	21
La Rochelle	22
Lorraine	22
Mayotte.....	23
Nancy.....	25
Paris.....	25
Toulouse.....	26

Tours.....	26
MANCHE	27
Un important réseau de passeurs démantelé	27
145 migrants secourus en une journée	27
Géo Barents.....	28
UNION EUROPÉENNE.....	29
Allemagne	29
Bulgarie.....	30
Croatie.....	31
Espagne	31
Finlande.....	31
Grèce	32
Irlande	32
Italie	34
Italie - albanie.....	34
Malte	36
Portugal	36
Roumanie	38
Suède.....	38
EUROPE	39
Mettre fin à la « répression » envers les ONG et individus qui défendent les droits des migrants	39
Royaume-Uni.....	40
Serbie	41
ASIE.....	43
Comores	43
AFRIQUE	43
Maroc	43
Mauritanie	44
Tunisie.....	46
TEMOIGNAGE	46

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

CORNEBARRIEU

Le CRA est plein comme d'habitude et en ce moment beaucoup de personnes sortant de prison sont enfermées au CRA pour subir la double peine, c'est à dire l'enfermement et l'expulsion en plus de la peine de prison. Les appels sur les cabines des différents secteurs sont impossibles depuis plusieurs semaines, elles sont toutes hors service. La police aux frontières (PAF) donne à présent des téléphones sans caméra aux personnes ainsi qu'une puce si elles n'en ont pas déjà une. On ne peut

donc plus contacter les prisonniers sur les cabines, cela contribue à les isoler et rend ainsi plus difficile le soutien qu'on peut leur apporter. Par ailleurs, une nouvelle organisation a été mise en place au Palais de justice de Toulouse pour les audiences « droit des étrangers » du juge des libertés et de la détention (JLD). Les prisonniers ne restent plus dans la salle pendant le délibéré. Les personnes sont ramenées au CRA puis reviennent dans l'après-midi pour entendre la décision du juge. Les flics font faire aux personnes deux allers-retours dans la journée, menottées dans le dos. Cette nouvelle organisation enlève une occasion pour les prisonniers d'échanger un peu avec les soutiens qui se rendent aux audiences. Tout cela va dans le sens de la nouvelle loi « Asile et immigration » et du droit d'asile (CESEDA), qui prévoit d'ici 2025/2026 la généralisation des Visioconférences des audiences et également l'externalisation des salles d'audiences. Il est question de construire des petits tribunaux spécifiques aux personnes étrangères, tout près des CRA, loin des regards, rendant ainsi plus difficile la publicité des débats.

<https://toulouseanticra.noblogs.org/>

Après un début d'année assez "calme", 180 personnes ont été retenues à ce jour. Ces derniers jours, trois hommes ont été libérés par les juges après un mois de rétention au motif que la préfecture n'a fait aucune démarche en vue de leur expulsion. Cela confirme le but d'enfermement à caractère répressif dans les CRA. Il a fallu 10 jours pour que le médecin attitré rédige un certificat d'incompatibilité de détention pour libérer un homme gravement malade, nécessitant des injections et des soins journaliers... Une femme venant de Guinée Equatoriale, arrêtée à la frontière franco espagnole, ayant subi une intervention chirurgicale sur une jambe avec des suites compliquées et douloureuses, a finalement été libérée mardi 20 février 2024, après plus d'un mois de rétention.

La Cimade, transmis par le cercle de Toulouse

FRANCE

LA LOI « IMMIGRATION », EN ATTENTE DES LOIS D'AJUSTEMENT POUR L'ANNEE 2024

Après le vote de la loi, la porte est ouverte à des dispositions qui resurgissent via de nouvelles propositions législatives. C'est d'ailleurs ce que certains tentent de faire via une proposition de loi déposée fin janvier au Sénat, reprenant quelques-unes des pires mesures censurées.

Des mesures, pour certaines déjà mises en vigueur, constituent une aggravation mises à disposition des préfets, elle maintiendront des milliers de personnes dans une précarité toujours plus grande. Le volet répression du projet de loi initial, est ainsi durci : condition de « respect des principes de la République » pour l'obtention ou le renouvellement d'un titre de séjour, renforcement de la double peine, levée des protections contre les obligations de quitter le territoire français (OQTF), y compris pour les conjoints ou parents de Français, instrumentalisation de la menace à l'ordre public, allongement des délais pour accéder au juge des libertés en zone d'attente et en centre de rétention administrative, allongement de la durée exécutoire des OQTF, de la durée des assignations à résidence ou encore des interdictions de retour sur le territoire, création d'un fichier de mineur étrangers délinquants ou encore l'exclusion de l'aide sociale à l'enfance pour les jeunes sous OQTF. Par ailleurs, la loi contient un démantèlement progressif du système d'asile. La fin de la collégialité des formations de jugement à la Cour nationale du droit d'asile, la facilitation du refus ou du retrait des conditions matérielles d'accueil, la possibilité du placement en rétention des personnes avant l'enregistrement de leur demande d'asile, la délivrance quasi-automatique d'OQTF dès le rejet de leur demande, sont autant de mesures qui visent à vider de sa substance notre système d'accueil pour

les personnes cherchant une protection en France. Le gouvernement veut avoir recours à une immigration choisie, recherchant de la main d'œuvre à disposition, « consommable » selon les besoins de notre société. Les annonces sur la future réglementation de l'aide médicale d'État ou la réforme constitutionnelle sur le droit du sol à Mayotte et le non-respect des conventions internationales, des traités européens et de notre Constitution, ne sont pas des signaux d'un accueil des étrangers pour accroître la biodiversité humaine.

<http://www.anafe.org/spip.php?article712>

RECOURS INDEMNITAIRES CONTENTIEUX DEPOSES PAR BORDEAUX, GRENOBLE, LYON, RENNES ET STRASBOURG

Jeudi 15 février 2024, à 16h30, les Maires de Strasbourg, Bordeaux, Grenoble, Lyon et Rennes ont envoyé une lettre à Emmanuel Macron, l'informant du dépôt de recours simultanés auprès des tribunaux administratifs respectifs de chacune de ces Villes. L'objet de ce recours : les **dépenses engagées par les collectivités en lieu et place de l'Etat** pour sortir des hommes, femmes et enfants des rues. Cette compétence est en pratique celle de l'Etat, lequel est largement et structurellement défaillant en la matière. 330 000 personnes sont actuellement sans-domicile-fixe en France, et plus de 4 millions souffrent de mal-logement. Partout, des campements se montent, **faute de place en structure d'hébergement d'urgence**, malgré ce que prévoit la loi. Devant cette situation qui perdure depuis plusieurs années, les collectivités ont décidé d'agir. Elles financent des dispositifs d'hébergement et de mise à l'abri, sur leurs fonds propres, qui permettent de répondre à certains besoins. Ces dispositifs s'appliquent de manière inconditionnelle, car le logement est un droit inaliénable et fondamental pour chaque être humain. Mais l'Etat ne peut continuellement se défausser sur les collectivités : il doit être, et redevenir, le garant de l'inconditionnalité de l'hébergement d'urgence ! Aussi, dès aujourd'hui, des recours indemnitaires contentieux ont été déposés par les Villes de Bordeaux, Grenoble, Lyon, Rennes et Strasbourg, pour faire reconnaître la responsabilité de l'Etat en matière d'hébergement et de lutte contre le sans-abrisme. A l'heure où la loi SRU est remise en cause, où la fin de l'inconditionnalité de l'hébergement d'urgence est mise sur la table, et où le Ministère du Logement s'obtient par acharnement à l'encontre des squatters et des locataires précaires, il est indispensable de réaffirmer qu'un toit, c'est un droit, et que l'Etat se doit de respecter ce principe, pour toutes et tous. L'Association nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) s'associe pleinement à cette initiative de l'Ultime Recours des Villes, et se fera le relai de ses évolutions futures.

<https://www.anvita.fr/fr/actualites/notre-plaidoyer/view/ultime-recours-des-villes-5-villes-attaquent-letat>

FAVORISER L'INTEGRATION DES REFUGIES PAR LA RECONNAISSANCE DES COMPETENCES

Une enquête en ligne menée auprès de 225 entreprises françaises a révélé une volonté et un intérêt notables de la part de ces entreprises pour le recrutement des réfugiés. L'enquête englobe un large éventail d'industries, avec dix-sept secteurs représentés, dont le secteur des services, le commerce, l'industrie manufacturière et la construction. 44 % des entreprises interrogées se déclarent mobilisées en faveur des réfugiés. Le potentiel d'engagement des entreprises est important avec plus des deux tiers des entreprises qui seraient prêtes à s'engager ou à s'engager davantage pour les réfugiés si certains freins étaient levés (maîtrise de la langue française, difficultés administratives, le logement et la mobilité). Dans le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre, ces réfugiés pourraient de surcroît combler des emplois laissés vacants par les autochtones. Mieux, ils pourraient contribuer positivement au marché du travail en renforçant la diversité des compétences productives dans l'économie de destination.

Pour cela, 1) il faut améliorer les compétences linguistiques en les associant à une formation professionnelle ou à un enseignement complémentaire ; et 2) aider les réfugiés à mettre en valeur leurs compétences et aptitudes existantes, comme le Passeport européen des qualifications pour les réfugiés. La diversité des systèmes d'éducation et de qualification d'un pays à l'autre nécessite des méthodes d'évaluation qui permettraient d'aligner les compétences et les qualifications des réfugiés sur les exigences spécifiques du pays d'accueil et les besoins des entreprises, favorisant ainsi un processus d'appariement plus efficace. Une évaluation et une reconnaissance efficaces des compétences des réfugiés peuvent présenter de nombreux avantages. Pour les réfugiés, cela signifie éviter la dévaluation de leurs compétences et permettre une intégration rapide sur le marché du travail souhaité sans avoir besoin de poursuivre des études. Mobiliser le potentiel inexploité de la main-d'œuvre réfugiée peut contribuer à atténuer les pénuries observées aujourd'hui dans divers secteurs. Enfin, d'un point de vue sociétal et économique, faciliter l'accès rapide à l'emploi peut non seulement alléger le fardeau des systèmes de protection sociale, mais aussi favoriser la cohésion sociale. Cela contribuerait par la suite à modifier le discours et les perceptions négatives que les autochtones ont généralement à l'égard des réfugiés.

<https://theconversation.com/refugies-favoriser-lintegration-sur-le-marche-du-travail-par-la-reconnaissance-des-competences-221634>

https://www.unhcr.org/fr-fr/sites/fr-fr/files/2023-06/UNHCR_Rapport_2023_quanti_pages_V5.pdf

LES PALESTINIENS EVACUES DE GAZA VERS LA FRANCE

Lundi 12 février 2024, Paris a annoncé l'évacuation de 42 personnes de la bande de Gaza via le point de passage de Rafah vers l'Égypte : des ressortissants français, des résidents français ou encore des Gazaouis collaborateurs de l'Institut français, avec les membres de leurs familles. Quelques jours plus tôt, un professeur qui collaborait depuis 20 ans avec l'Institut français de Gaza est décédé de maladie faute de traitement du fait des "*conditions sanitaires catastrophiques*" sur place, selon des sources diplomatiques. En novembre 2023, Paris avait déjà fait évacuer un autre groupe de l'enclave palestinienne en proie à de violents bombardements de l'armée israélienne après l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023. Au total depuis cette date, plus de 200 personnes, **dont 150 Palestiniens, ont été sorties de Gaza par les autorités françaises**. Elles ont ensuite été accueillies côté égyptien par l'ambassade de France et le Consulat général de France au Caire. Puis, elles ont été transférées sur le sol français.

Demander l'asile, une mesure à la fois nécessaire et symbolique qui pose question

Une fonctionnaire de la France à Gaza venue avec ses enfants grâce à un visa C (tourisme) de trois mois, délivré par les autorités françaises en Égypte. À son arrivée à l'aéroport de Roissy Charles-de-Gaulle en novembre 2023, cette femme d'une quarantaine d'années est prise en charge par l'association mandatée par l'État, France Horizons. Très vite, sa direction l'informe qu'elle va devoir déposer une demande d'asile dans le pays, comme n'importe quel exilé. Une mesure qui interroge. Jusque-là, selon les témoignages, la France délivrait le statut de réfugié généralement aux Palestiniens victimes de persécution en raison de leur orientation sexuelle ou à ceux menacés par le Hamas. "*Sur quel fondement les autorités vont accorder leur protection à ces personnes ? Je ne comprends pas*", déclare un avocat spécialisé en droit des étrangers. "*On m'a dit que je devais déposer un dossier*" à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) pour être en règle. En effet, le visa tourisme expire au bout de trois mois et ne permet pas de demander un titre de séjour dans la foulée.

La seule solution apportée par la France aux Palestiniens est donc de devenir réfugié ici. Or, "*cela signifie que je ne pourrais jamais rentrer chez moi. Mais la Palestine est mon pays et je veux y vivre*". "*Je ne veux pas être réfugiée, j'ai un passeport, un pays, une maison*" et espère rentrer à Gaza "*une fois la guerre finie*". Avoir l'asile peut entraîner des répercussions dans l'avenir. Lorsqu'une personne obtient le statut de réfugié en France, l'administration récupère son passeport

et le réfugié n'a plus le droit de retourner dans son pays d'origine. S'il le fait, il perd la protection de la France et a peu de chance d'obtenir à l'avenir un autre visa pour venir sur le sol français, pour des raisons professionnelles par exemple. L'avocat fustige un procédé "honteux". *"Quand on exfiltre ces gens, on va au bout du raisonnement. Le gouvernement a un pouvoir d'appréciation totale donc il pourrait très bien délivrer à ces Gazaouis évacués par ses services un titre de séjour pour raisons humanitaires [valable un an renouvelable]. Vraisemblablement, les autorités françaises ne veulent pas leur donner un titre de séjour qui leur permettrait de prolonger leur séjour et éventuellement faire des allers retours en Palestine"*, estime l'avocat. Le cabinet du ministère de l'Intérieur a finalement répondu qu'il ne souhaitait pas "communiquer" sur cette affaire.

"On pensait qu'on serait traité comme les Ukrainiens"

La plupart des Palestiniens s'étonnent de ce traitement qui leur est réservé. Fonctionnaires de la France pendant des années, ils espéraient un meilleur accueil dans le pays. *"Je suis choquée et triste"*. D'autant que d'après plusieurs témoignages, on leur a promis un statut spécial en France afin de pouvoir retourner légalement à Gaza à la fin de la guerre. *"On pensait qu'on serait traité comme les Ukrainiens, mais tout le monde se 'fout' de nous"*. En 2022, lors de l'offensive russe en Ukraine, l'Union européenne avait mis en place une mesure particulière pour les Ukrainiens fuyant la guerre : la protection temporaire. Ce titre de séjour, prolongé jusqu'en 2025, permet aux quatre millions d'Ukrainiens vivant en Europe de résider en toute légalité dans les États membres, de travailler, d'accéder aux systèmes de santé et de scolarisation. Ce statut particulier n'a jamais été octroyé à d'autres nationalités, pourtant également en proie à des conflits comme les Afghans, les Syriens ou récemment les Palestiniens.

Les Gazaouis évacués se plaignent également de leurs conditions de vie en France. Sur les 150 Palestiniens arrivés ces derniers mois, 60 ont intégré le dispositif national d'accueil (DNA), d'après les chiffres de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii). Ils sont donc logés dans des centres d'accueil souvent dans des petites communes, éloignés des centres-villes. *"Je dois marcher un certain temps pour croiser des gens ou accéder à un commerce"*. *"Je m'ennuie, je n'ai rien à faire de mes journées"*. Niveau financier aussi, les difficultés s'accroissent. Leur salaire est - pour l'instant - toujours versé par la France mais cet argent repose dans une banque palestinienne, inaccessible sur le sol français. Ils vivent donc de l'allocation pour demandeurs d'asile (ADA), qui s'élève à quelques centaines d'euros. Trop peu pour subvenir aux besoins de toute la famille, disent-ils. Le Comité national de soutien et d'accueil aux rescapés du génocide en Palestine (CNaSAR) récolte un peu d'argent pour aider les Palestiniens évacués à s'acheter de la nourriture ou des vêtements. Un quotidien qui contraste avec la vie à Gaza de cette classe moyenne. *"Il y a cinq mois, j'étais salariée et maintenant, je reçois des allocations"*.

LES MEDECINS ETRANGERS

Pour cette maghrébine, 39 ans, la dernière visite à la préfecture a viré au cauchemar. Son titre de séjour n'a pas été prolongé. *"Je n'ai qu'un récépissé"*. Pourtant, cette chirurgienne orthopédique pédiatrique exerce depuis deux ans dans un hôpital de banlieue parisienne, y compris aux urgences où elle effectue au moins quatre nuits de garde par mois. *"Mes collègues de chirurgie générale m'ont demandé de venir en renfort pour les soulager un peu"*. *"Je ne vais pas les laisser tomber"*, dit-elle sans savoir combien de temps encore elle pourra exercer. L'hôpital a accepté de la faire travailler, mais Karima redoute l'échéance de son contrat, renouvelé tous les six mois. Elle fait partie des quelque 4 000 praticiens diplômés en dehors de l'UE (appelés Padhue), qui exercent dans les hôpitaux français depuis des années sous divers statuts précaires, comme celui de "faisant fonction d'interne" (FFI). *"Les tâches que j'occupe sont des tâches de responsabilité, des tâches de praticien, même si je suis considérée comme une interne avec un contrat à 1 400 euros net à renouveler tous les six mois. Si la préfecture a refusé de prolonger mon titre de séjour c'est à cause de ces ruptures de contrats"* regrette la médecin, qui jongle en permanence avec l'administration pour tenter de

stabiliser sa situation. *"Cette fois, la préfecture me demande une autorisation de travail fournie par l'Agence régionale de santé (ARS), qui ne veut plus la donner parce que la loi a changé"*.

En cause, l'expiration au 31 décembre 2023 d'un régime dérogatoire qui permettait aux établissements d'embaucher des Padhue sous divers statuts précaires, rendant désormais impossible leur maintien en poste. Depuis le 1er janvier 2024, ces médecins doivent réussir un concours très sélectif appelé *"épreuves de vérification des connaissances"* (EVC), pour pouvoir être réintégrés. Mais les places sont chères : **2 700 postes pour plus de 8 000 candidats en 2023**, dont une partie tente sa chance depuis l'étranger. Résultat, une majorité des Padhue s'est retrouvée sur le carreau cette année. Après une levée de boucliers des syndicats, l'exécutif a finalement promis de *"régulariser nombre de médecins étrangers"*, et décidé de prolonger d'un an leurs autorisations temporaires de travail jusqu'à ce qu'ils passent la session 2024 des EVC.

"Je ne comprends pas pourquoi on ne me juge pas sur mon expérience ici"

Mais pour elle, diplômée en chirurgie générale, le problème est loin d'être réglé. Elle a bien tenté de passer l'EVC de chirurgie orthopédique pédiatrique en 2023, sauf que son dossier a été refusé. *"On me dit que je n'ai pas le bon diplôme, qu'il me faut celui d'orthopédie pédiatrique, mais il n'existe pas ce diplôme dans mon pays ! Je ne comprends pas **pourquoi on ne me juge pas sur mon expérience ici**. J'opère seule, je consulte, j'ai mes propres patients"*, affirme la praticienne. Lorsqu'elle est arrivée en France en 2020, elle n'avait pas prévu de s'installer de ce côté de la Méditerranée. *"J'avais obtenu un détachement du travail pour venir effectuer un perfectionnement en chirurgie orthopédique en France, parce que j'avais constaté des lacunes dans le service où je travaillais au Maghreb"*. Mais après presque deux années à un poste de stagiaire associée dans un CHU de Nice, elle s'est retrouvée coincée dans l'Hexagone à cause de la pandémie de Covid-19 et la fermeture des frontières avec son pays. Elle a perdu son poste au Maghreb. À Nice, elle se souvient de cette période où elle a lutté sur le front du Covid-19, aux côtés des soignants français, en prêtant main forte en réanimation. *"On a sauvé des vies. Et on continuera à le faire. C'est notre travail. Parfois aux urgences, je me retrouve dans une situation où il faut réagir dans la fraction de seconde, faire les bons gestes, prendre la bonne décision pour sauver quelqu'un"*. *"Je me pose la question, je me demande si je peux tenir encore dans cette situation. Mais j'exerce un travail que j'aime beaucoup, surtout auprès des enfants. Je suis attachée à mes patients. Quand je vois dans leurs yeux qu'ils sont satisfaits, je me sens utile"*. Pourtant, l'idée de partir fait son chemin à défaut de pouvoir se projeter, au quotidien. *"Il m'arrive régulièrement de faire mes valises. J'hésite même à commander de nouveaux meubles"*. Alors ses proches lui soufflent de postuler en Allemagne. *"Des collègues sont partis là-bas. Ils ont été acceptés sur dossier et ont pris des cours de langue allemande"*.

Dans un contexte de surcharge de son système de santé, la France, qui a pourtant un besoin criant de renforts, risque de voir ces milliers de médecins lui préférer d'autres États européens.

Un Docteur, originaire du Burkina Faso et diplômé en médecine légale à Dakar, au Sénégal, exerce, lui, depuis trois ans en médecine polyvalente dans l'Ephad de l'hôpital de Commercy dans la Meuse. Un secteur qui manque cruellement de médecins. *"Mon contrat court jusqu'en juillet 2024. Après je ne connais pas la suite"*, regrette le jeune médecin, car il souhaite développer un service de prise en charge de la douleur pour les personnes âgées de l'Ephad. Un projet qui pourrait ne jamais voir le jour si sa situation n'est pas régularisée. *"J'enchaîne les formations et les contrats de six mois en tant que 'faisant fi d'interne'. C'est toujours de l'incertitude et de la précarité. J'ai le sentiment qu'on me considère comme un sous-médecin"*.

Plusieurs chefs de service ont prévenu qu'ils seraient *"contraints de fermer"* leur service sans la présence de ces Padhue. Lors de sa conférence de presse du 16 janvier 2024, le président français a admis que la France avait besoin de ces praticiens, affirmant vouloir *"régulariser nombre de médecins étrangers, qui tiennent notre système à bout de bras"*. Une promesse rappelée par le Premier ministre. Elle doit être suivie de faits, exigent désormais les syndicats. Reçus jeudi 15 février 2024 par le ministère de la Santé, ils ont salué la publication, la veille, du décret prolongeant les

autorisations temporaires de travail pour les médecins étrangers qui s'engagent à passer la session 2024 des EVC. "Un premier pas" qui "ne fait que reporter le problème d'un an", dénonce le secrétaire général du Syndicat national des médecins hospitaliers FO. En attendant, les médecins étrangers sont près de 1 900 à ne pas pouvoir exercer en ce moment. "Mon ancien service cherche désespérément quelqu'un pour me remplacer. Ils sont vraiment dans la galère. Moi j'étais responsable de deux unités avec vingt patients chacune. On marche sur la tête...", s'indigne l'un d'eux, qui exerçait dans un service de soins de suite et de réadaptation en Normandie. Son contrat de "praticien attaché associé" a été suspendu le 1er janvier 2024, puisqu'il n'a pas été admis aux épreuves de vérification de connaissances. "L'hôpital a voulu me retenir mais l'ARS n'a pas accordé l'autorisation", raconte le quadragénaire. Diplômé de la faculté d'Alger en médecine physique et réadaptation, il a suivi sa femme, de nationalité française, en France il y a trois ans. "Je n'ai pas de problème de papiers j'ai une carte de résident de 10 ans". Il espère que son cas sera examiné de plus près, et que la nouvelle circulaire lui permettra de retrouver son poste. Mais la validation de son parcours par l'EVC, il n'y croit plus trop : "Je compte bien le repasser puisque pour le moment il n'y a pas de solution, quoique les chances de l'avoir soient de plus en plus réduites à cause du nombre de postes. C'est pire que sélectif". De nombreux syndicats, comme le collectif médecins de la CGT, estiment que cet examen s'apparente à un **numerus clausus plutôt qu'à une "épreuve de vérification des connaissances"**. "Des candidats ont été recalés avec plus de 15 de moyenne", dénonce le secrétaire général de l'Union fédérale des médecins, ingénieurs, cadres et techniciens de la CGT. "Trop académique", "aléatoire", "opaque" et "discriminant pour des médecins qui bossent soixante heures par semaine", accusent encore les syndicats, à qui le ministère de la Santé a promis, une "reformulation de l'EVC" avec des modalités plus adaptées à la réalité.

LES UKRAINIENS EN FRANCE : L'HEBERGEMENT CITOYEN

Parmi les dizaines de milliers d'Ukrainiens qui se sont réfugiés en France, ils étaient autour de 68 000 selon une estimation de février 2023, une partie est toujours hébergée chez des particuliers, accompagnés par l'Etat. La délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal), chiffre leur nombre à **10 000 en février 2024**. L'accompagnement de l'Etat se matérialise par une convention tripartite entre hébergeur, hébergé et l'association chargée de veiller au bon déroulement du séjour.

Pour le rapport de l'antenne française du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) cet **hébergement citoyen** accompagné a constitué « une composante clé de la réponse apportée par l'Etat » face à l'afflux de réfugiés ukrainiens fuyant la guerre avec la Russie. Environ **17 000 réfugiés ukrainiens** ont été accueillis par près de **7 000 hébergeurs** dans le cadre de ce dispositif accompagné par l'Etat. Ce dispositif doit être bien différencié d'un hébergement citoyen spontané, qui est encadré par l'Etat avec le concours d'associations référentes comme le Service jésuite des réfugiés, ou Singa.

Une aide de 150 euros

Peu après l'attaque russe de l'Ukraine du 24 février 2022 et face à l'afflux de réfugiés ukrainiens, l'Etat s'est mis en ordre de marche dès le mois de mars en France. Une plate-forme de parrainage a été lancée où plus de 40 000 offres ont été postées. En parallèle, la cellule interministérielle de crise et la Dihal en ont donné le cadre et les lignes directrices. De très nombreux Français se sont lancés dans l'accueil des Ukrainiens dès le printemps. « Alors que jusqu'ici l'hébergement citoyen concernait quelque 300 personnes par an, du moins via les deux grandes associations JRS et Singa, là, en quelques semaines, pas moins de 40 000 personnes ont proposé des hébergements pour les Ukrainiens sur la plateforme ouverte par l'Etat », résume un coauteur de l'étude commandée par le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR). Début octobre 2022, l'état annonce une aide financière pour les hébergeurs. D'un montant de 150 euros par mois, elle était attribuée sous réserve d'avoir accueilli les réfugiés ukrainiens pendant au moins trois mois. Un dispositif qu'avaient dénoncé certaines associations de défense des migrants, évoquant une rupture

d'égalité avec les autres nationalités.

La solidarité à l'égard des réfugiés ukrainiens peut-elle être un modèle à suivre pour l'ensemble des migrants d'autres nationalités ? Alors que le dispositif national peine à loger 1 demandeur d'asile sur 2, le **HCR propose d'élargir l'hébergement citoyen accompagné** dont ont bénéficié les Ukrainiens. Il s'agirait de constituer une communauté d'hébergeurs qui pourraient accueillir les demandeurs d'asile, en amont des procédures administratives et en aval, les réfugiés en attente de logement. Ces acteurs de la solidarité n'ont pas attendu la crise ukrainienne pour s'engager. Et si on reconnaît en tant que tel l'hébergement citoyen, si on lui donne des modalités de fonctionnement qui lui permettraient de fonctionner de manière "*beaucoup plus efficace*" (...) on aurait aussi des éléments qui seraient assez positifs. Dans son étude, le HCR avance ainsi plusieurs recommandations : la nécessité d'un accompagnement des hébergeurs, la définition d'une durée précise et une prise en charge qui s'adapte aux spécificités des territoires, l'importance de l'accompagnement des personnes hébergées et des hébergeurs, et « *une promotion de la médiation interculturelle* ». « *Sans remplacer les programmes publics d'accueils dédiés à l'hébergement des demandeurs d'asile et à l'inclusion socio-économique des réfugiés, l'engagement des citoyens pourrait à l'avenir jouer un rôle complémentaire plus important, en facilitant l'inclusion et la cohésion sociale* », souligne le représentant du HCR en France, en préambule de ce rapport. En revanche, le rapport ne se prononce pas sur la question délicate de l'indemnisation des hébergeurs. Le HCR renvoie à l'Etat de trancher ce point.

<https://www.rfi.fr/fr/france/20240215-rapport-hcr-r%C3%A9fugi%C3%A9s-ukrainiens-en-france-pointe-l-int%C3%A9r%C3%AAt-d-un-h%C3%A9bergement-citoyen-accompagn%C3%A9>

LES UKRAINIENS EN FRANCE : QUE DEVIENNENT-ILS

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a fait quelque quatre millions d'exilés en Europe. Selon les dernières estimations, la France a accueilli **plus de 110.000 réfugiés ukrainiens** depuis le début du conflit.

Villers-lès-Nancy

Des réfugiées ukrainiennes, bientôt **au service des personnes âgées et handicapées**. C'est l'initiative de l'association d'aide à domicile **Ville et Services**, basée à Villers-lès-Nancy. 200 salariées interviennent auprès de 1 300 adhérents dans le Grand Nancy, le bassin de Neuves-Maisons et le Lunévillois pour l'aide à la toilette, au coucher, les repas, l'entretien de la maison, du jardin. A compter du 26 février 2024, une quinzaine d'Ukrainiennes - qui ont déjà découvert l'activité "en immersion" - vont apprendre le français de manière intensive (cours de FLE, Français langue étrangère) pendant un mois. Neuf d'entre elles signeront ensuite un **contrat de professionnalisation** d'un an où elles alterneront formation théorique et formation sur le terrain avec une tutrice, salariée de Ville et Services. "*Cela nous a habités dès le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie*", note le directeur de l'association. "*On a une dimension humaine, humaniste à Ville et Services, on prend soin de personnes et on ne s'engage pas dans des secteurs d'activité comme ça par hasard. Ça nous a semblé naturel de nous positionner et de pouvoir intégrer et insérer par l'emploi des personnes réfugiées. C'est un engagement qui correspond à des convictions profondes et partagées.*" "*L'accompagnement consiste avant tout à mettre en place un environnement qui soit accueillant, sécurisant pour des personnes qui ont eu une vie professionnelle. Ce sont des femmes de courage, authentiques. Il y a une vraie implication et une envie de construire*", souligne pour sa part la directrice des ressources humaines de Ville et Services. Avant d'arriver à Nancy avec sa mère et sa fille dès le début de l'invasion, la jeune femme était psychologue à Kharkiv. "*Aider les gens, pour moi c'est important*", confie-t-elle. Une autre, à la tête d'une petite agence de tourisme à Dnipro, indique que "*l'Ukraine est une nation de travail*". Il lui tarde de commencer sa mission d'aide à domicile et elle s'amuse des différences de technique de repassage dans son pays et ici ! Toutes les deux **se sentent bien pour le moment en France. Retourneront-elles en Ukraine** un jour ? Elles ne savent pas répondre pour l'heure. "*Aller chercher d'autres sources de recrutement répond à un vrai besoin*", reconnaît le

directeur, *"mais on leur souhaite un retour le plus vite possible"*,
<https://www.francebleu.fr/infos/societe/des-refugiees-ukrainiennes-bientot-aides-a-domicile-nancy-un-engagement-et-des-convictions-profondes-7189418>

Montclar-en-Quercy

Rester en France ou repartir en Ukraine, c'est l'éternel dilemme des familles de réfugiés. Une fillette de 9 ans, est arrivée avec sa mère et son frère au début de la guerre. Assise dans le local d'Occitalien, à Montauban, elle montre sur le téléphone de sa mère des images de Karkhiv, sa ville d'origine. On y voit son école soufflée par les explosions. Depuis deux ans, la petite fille est scolarisée à Montclar. *"Ici je me sens bien mais quand même, une fois que la guerre sera finie, j'aimerais rentrer dans mon pays et retrouver la paix"*. Elle raconte aussi qu'une de ses camarades de classe, restée à Kharkiv, est morte sous les bombes. À côté d'elle, sa mère hoche la tête avec un air grave. Elle ne peut pas promettre à sa fille un retour prochain: *"Pour l'instant je me dis que nous allons rester en France. À la fin de la guerre, on verra, j'attends de voir comment ça va se passer."* Pourtant, elle voudrait garder espoir comme sa fille: *"Même si je me suis habituée à la vie ici en France, je voulais retourner en Ukraine parce que, là-bas, il y a mes parents."* Une ukrainienne traduit les conversations. Elle est bénévole à Occitalien et elle a aussi quitté l'Ukraine il y a deux ans. *"J'ai pris mes petits enfants pour venir ici, à Montclar. Ils sont restés avec moi pendant six mois puis ils sont repartis."* Sa famille est originaire de l'Ouest de l'Ukraine, au sud de Lviv, et donc moins exposée aux bombardements de l'armée russe.

Montauban

En Occitanie, dès le début de la guerre en Ukraine, la **chaîne de solidarité** s'est organisée, portée par des associations comme Occitalien, installée à Montauban (Tarn-et-Garonne). Les bénévoles ont aidé plus d'une centaine de réfugiés ukrainiens, logés dans des chalets de vacances mis à disposition par la commune de Montclar-de-Quercy. Une quinzaine de nouveaux arrivants a posé ses bagages dans ces chalets depuis le début de l'année.

Face à ces dans le Tarn-et-Garonne, le président d'Occitalien, n'est pas surpris. *"On revient du front, on y était il y a trois semaines. On était à Kharkiv, c'est une ville lourdement bombardée chaque semaine. Quand on voit qu'il y a encore des habitants qui restent là-bas, on se demande comment ils font. Evidemment, les bombardements ça fait fuir les gens sur place."* Il s'agissait du **neuvième convoi d'aide humanitaire** envoyé en Ukraine par cette association du Tarn-et-Garonne. L'équipe de bénévoles a aussi eu l'occasion de **visiter une école, à Kharkiv**: *"L'école "normale", ça n'existe plus, les cours sont donnés en sous-sol, dans les métros. Donc quand on voit ça, je pense que c'est normal d'aider les civils."*

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/deux-ans-apres-le-debut-de-la-guerre-en-ukraine-le-tarn-et-garonne-continue-a-accueillir-des-refugies-1513294>

Cherbourg

Dans une barre d'immeubles, à côté du centre-ville de Cherbourg, le jeune homme de 23 ans vit avec sa tante, sa mère, sa grand-mère et un chat : *"Il s'appelle Vasili lui. Il est Français, il est de passeport français. [...] On rit souvent avec ma tante parce qu'on se dit que si un jour, on est contraint de retourner en Ukraine, lui sera le seul à pouvoir rester ici"*. Tous sont sous protection temporaire. Depuis plus d'un an, ils sont en France. Ils sont originaires de Kharkiv, au nord-est de l'Ukraine. *"Nous étions bloqués entre les deux armées, explique-t-il, ça a duré des semaines. Nous étions ou vivants ou mort. [...] Ça m'a terrifié parce que j'avais beaucoup d'amis qui étaient très forts physiquement qui sont tous morts là-bas."* Il faisait *"des crises d'angoisse en arrivant à Paris"*, la foule le terrifiait. Il poursuit : *"Mais quand je suis arrivé à Cherbourg, c'était bien, c'était calme. Il y avait la mer et des bâtiments mignons."* Quant à **reprendre un jour, la route de l'Ukraine**, sa réponse est claire : *"Non, pas question. C'est ma propre vie. J'ai envie de faire des choses pour des gens bien, pas envie de mourir à 23 ans à Bakhmout ou ailleurs."* Aujourd'hui, il travaille comme aide-soignant à Cherbourg. Son rêve est d'acheter une maison pour lui et sa famille.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/cherbourg-la-vie-d-arthur-23-ans-ukrainien-refugie-a-cherbourg-7453614>

En Mayenne

Aujourd'hui, d'après la préfecture, dans le département, il y a 256 réfugiés ukrainiens (174 adultes et 82 enfants).

Loin des bombes et loin des drones. Loin de leur ville aussi de Boutcha, tristement célèbre pour une série de massacres commis par les Russes en février 2022, avec près de 500 tués. Valentina et ses deux enfants sont arrivés à « Changé en Mayenne », trois mois après le début de la guerre. À dix ans, l'aîné s'est intégré dans son école très rapidement grâce à ses petits camarades mayennais. *"En fait, ils sont venus faire connaissance avec moi rapidement. Et aujourd'hui, je peux aller voir les gens pour me faire des copains par moi-même"*. Il progresse à grands pas en français, grâce à l'apprentissage du jeudi avec un professeur. Son petit frère, âgé de huit ans et est en CE2. *"Toute la classe, c'est mes copains"*. *"J'ai même des copains au collège et à la récré, on joue au foot"*. Les deux frères vivent avec leur maman qui travaille dans une boulangerie à Laval. Le papa, lui, est resté vivre à Boutcha, mais les nouvelles sont quotidiennes. *"Par exemple, il réveille mes enfants chaque matin. Après, il fait les devoirs en visio le soir avec mes enfants, et après, il leur dit bonne nuit. On fait ça via WhatsApp ou Messenger"*. **La famille ne sait pas encore quand elle pourra se rassembler.** En attendant, **elle et ses enfants remercient du fond du cœur la France pour son accueil.** *"Leur progression en langue française est remarquable. En Mayenne, les Ukrainiens sont bien intégrés et c'était un sacré défi au départ"*, conclut un autre Ukrainien de 56 ans qui vit en Mayenne et qui a étudié à la Sorbonne à Paris.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/guerre-en-ukraine-la-belle-integration-de-valentina-et-ses-deux-garcons-en-mayenne-8461214>

A Grenoble

Une Ukrainienne, parlant quatre langues, maman célibataire de deux enfants de 4 et 7 ans, loue un appartement à Grenoble et a trouvé un travail en CDI chez Ikéa. **Ce qui n'empêche pas d'avoir des envies de paix et de retour.** « Évidemment, je suis bien en France : je suis en sécurité, on a de quoi manger, de quoi boire et on a un toit. Est-ce que j'arrive à me réaliser pleinement au point de vue social ? Pas pour l'instant. Je n'en veux qu'à moi-même, mais c'est vraiment compliqué pour des étrangers de s'épanouir et de retrouver le même statut social que celui dont ils bénéficiaient dans leur pays d'origine. Je suis originaire de Kiev et toute ma vie, j'ai travaillé au développement de partenariats internationaux au sein de très grosses entreprises stratégiques. Je suis dans un bon quartier et mes enfants arrivent mieux à s'exprimer en français après ces deux ans dans des écoles françaises, donc la vie évolue à pas de géant. »

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/deux-ans-apres-avoir-fuit-l-ukraine-kateryna-oscille-entre-espoir-de-retour-et-installation-durable-en-france-4471679>

FRONTEX : L'ANCIEN PATRON EST CANDIDAT AUX ELECTIONS EUROPEENNES

Rappel des faits depuis 2022

L'ancien directeur de Frontex a **démissionné en avril 2022 de Frontex après l'ouverture d'une enquête disciplinaire** de l'Office européen et lutte antifraude (Olaf). Le haut fonctionnaire était visé par un rapport non public de cet organisme qui, selon lui reprochait de *"ne pas avoir respecté les procédures, de s'être démontré déloyal vis-à-vis de l'Union européenne"*, et d'être responsable d'un *"mauvais management personnel"*. *"Concernant ces accusations, il est important de noter que ni le Parlement européen ni le conseil d'administration de Frontex n'ont trouvé de preuves concrètes les étayant"*. *"En réalité, pour avoir voulu contrôler l'immigration, j'ai subi des pressions et j'ai ressenti un abandon général. Le gouvernement français m'a pressé de démissionner. L'Allemagne n'était pas encline à me soutenir. La Commission européenne, manifestement hostile à mon égard, souhaitait mon départ"*.

Accusations de refoulements et de violations des droits humains

Mais, bien que l'enquête de l'Olaf n'ait pas été rendue publique, le résumé "*révèle que la direction de Frontex était au courant des violations des droits de l'Homme et qu'elle a délibérément évité de les signaler*", avait déclaré en mars 2022 le législateur allemand appartenant au parti des Verts. Une autre enquête publiée la même année par le quotidien Le Monde et Lighthouse Reports avait démontré qu'entre mars 2020 et septembre 2021, l'agence a répertorié des **renvois illégaux de migrants**, parvenus dans les eaux grecques, comme de simples "*opérations de prévention au départ, menées dans les eaux turques*". À l'instar du Monde, toutes les investigations menées par des médias ont démontré "*que les responsables de Frontex [étaient] conscients des pratiques illégales des gardes-frontières grecs et [étaient] en partie impliqués dans les refoulements eux-mêmes*", écrivait « Des Spiegel » en octobre 2020.

Sous le mandat de son président, Frontex était aussi dans la tourmente en Méditerranée. Selon plusieurs ONG et collectifs, l'agence utilisait ses avions de reconnaissance en Méditerranée pour envoyer des migrants en Libye. L'agence n'alertait que les garde-côtes libyens lorsqu'elle repérait une embarcation en détresse, omettant d'avertir les navires humanitaires ou commerciaux présents sur zone. Des pratiques qui perdurent (voir lettre 76).

L'ancien patron de l'agence et le RN

L'ancien patron de l'agence de l'Union européenne chargée du contrôle des frontières a annoncé samedi 17 février 2024, son ralliement au Rassemblement national en vue des élections européennes en juin 2024, devenant troisième sur la liste du président du parti d'extrême droite. "*Le RN possède un plan concret et la capacité de le réaliser. Nous sommes déterminés à combattre la submersion migratoire, que la Commission européenne et les eurocrates ne considèrent pas comme un problème, mais plutôt comme un projet : je peux en témoigner*", a-t-il déclaré. Ce haut fonctionnaire français de 55 ans, énarque et normalien, a occupé de 2015 à 2022 la direction de l'agence européenne de contrôle des frontières. "*Mon objectif est de mettre mon expérience et mon expertise au service des Français. Ayant dirigé Frontex près de sept ans et travaillé pour l'État pendant environ 30 ans, notamment dans les domaines de la sécurité et de la gestion de l'immigration, cette décision est très cohérente*", a-t-il ajouté.

La tête de liste et président du RN, est actuellement en tête de tous les sondages pour ce scrutin européen, autour de 30%, avec une dizaine de points d'avance sur la majorité macroniste. La venue de ce haut fonctionnaire est un signe de la volonté du parti d'extrême droite d'étoffer son réservoir d'experts et de technocrates pour gagner en crédibilité afin d'exercer un jour le pouvoir. L'ancien patron de Frontex "*a été poussé à la démission, lâché par Emmanuel Macron parce qu'il agissait contre la submersion de l'Europe*", a affirmé le président du RN, lui souhaitant "*bienvenue*".

Le ralliement de l'ancien patron de Frontex au RN ne surprend pas les spécialistes des questions migratoires. "*C'est le développement logique de sa carrière*", a réagi un chercheur, expert des migrations. "*Il a transformé Frontex en une sorte d'agence de cow-boy. En réalité, il appliquait déjà la politique que le RN recommande en matière de migration*". Un eurodéputé vert et ancien maire de Grande-Synthe, rappelle qu'il a démissionné de Frontex "*pour fautes graves (refoulements, dissimulations de faits graves, non embauche de responsables des droits humains...)*. Il avait déjà la couleur et la saveur du RN". Dans les milieux militants aussi, cette nomination n'étonne pas. "*On vous l'avait bien dit*", s'exclame l'avocate allemand, spécialiste des droits humains. "*Pas de surprise*", renchérit un membre de la plateforme d'aide aux migrants en mer Alarm Phone. Il "*a joué un rôle clé dans la production du mythe du facteur d'attraction concernant les ONG en mer Méditerranée*", estime-t-il, qui rappelle que durant son mandat 15 000 personnes sont mortes aux frontières maritimes de l'Europe.

Visite à la frontière à Menton de l'ancien directeur de Frontex

Le président du RN est venu avec l'ancien directeur de Frontex, qui figure à la troisième

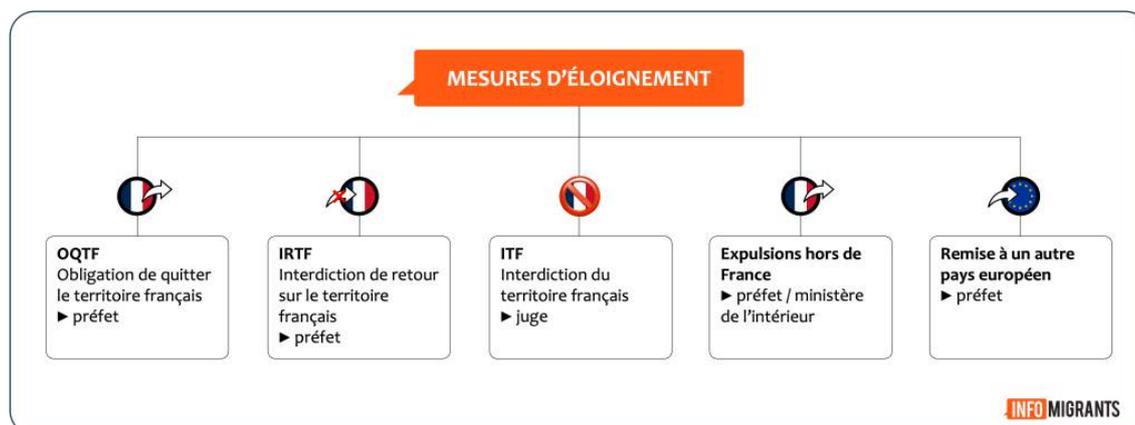
place sur la liste Rassemblement national. Pour l'agriculteur de la Roya, Cédric Herrou, est venu protester contre la venue de l'ancien responsable de Frontex. Pour lui, ce dernier est régulièrement accusé par les ONG d'avoir toléré des refoulements illégaux de migrants lorsqu'il dirigeait cette agence européenne. Il il l'a qualifié à plusieurs reprises "d'assassin". Le président du RN a annoncé qu'il allait porter plainte.

<https://www.francebleu.fr/infos/politique/la-visite-de-jordan-bardella-chahutec-a-menton-1218245>
<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

COMMENT S'ORGANISENT LES EXPULSIONS D'ETRANGERS EN FRANCE ?

"Moins de 12h après son interpellation", l'imam de Bagnols-sur-Cèze a été expulsé vers son pays d'origine, la Tunisie, jeudi 22 février 2024, s'est félicité le ministre de l'Intérieur. Ordre a été pris d'expulser l'imam, dans le sud de la France, à la suite de la diffusion d'une vidéo, quelques jours plus tôt, où il qualifiait le "drapeau tricolore" – sans préciser s'il s'agissait du drapeau français – de "drapeau satanique" qui n'a "aucune valeur auprès d'Allah".

Selon l'arrêté d'expulsion, les propos reprochés à l'imam tunisien couvrent un champ bien plus large que ce débat autour du drapeau. Les 2, 9 et 16 février il "a véhiculé [dans ses prêches] une conception littérale, rétrograde, intolérante et violente de l'islam, de nature à encourager des comportements contraires aux valeurs de la République, la discrimination à l'égard des femmes, le repli identitaire, les tensions avec la communauté juive et la radicalisation jihadiste". Des chefs d'accusations qui correspondent avec les critères justifiant la procédure dite "d'expulsion hors de France". Ce type d'expulsion est une des mesures d'éloignement, parmi d'autres, rendues possibles par l'administration française. D'après le ministère de l'Intérieur, "elle est prononcée dans des situations très graves, liées à la protection de l'ordre public ou en cas d'atteinte à la sûreté de l'État". Dans les chiffres, elle reste donc plus rare que les autres mesures d'éloignement, même si elle tend à augmenter. Sur les 17 000 mesures d'éloignements prononcés l'an dernier, 4686 expulsions hors de France ont été prononcées, soit une hausse de 30%. Toutes les autres ont été prononcées pour d'autres motifs, et via d'autres procédures.



Les autorités françaises prévoient plusieurs procédures d'expulsion des étrangers. Crédit : InfoMigrants

1/ Qui peut être expulsé ?

Les sans-papiers

Vous êtes susceptible d'être expulsé si :

- Vous êtes entré irrégulièrement en France et **vous n'avez pas de titre de séjour**
- Vous êtes entré régulièrement en France, mais **vous y êtes resté au-delà de la durée**

de validité de votre visa

- Votre récépissé de demande de titre de séjour ou votre autorisation provisoire de séjour **n'a pas été renouvelé** ou vous a été **retiré**

- Votre **titre de séjour** vous a été **retiré, refusé** ou **n'a pas été renouvelé** ou vous n'avez plus le droit de rester en France

- Vous n'avez **pas demandé le renouvellement** de votre titre de séjour et **êtes resté en France après son expiration**

Les personnes en situation régulière

La loi immigration a légalisé la délivrance d'Obligation de quitter le territoire français (OQTF), une des mesures d'éloignements possibles en France, à **huit catégories d'étrangers protégés auparavant et qui ne le sont donc plus aujourd'hui**.

- Les étrangers **arrivés avant l'âge de 13 ans** sur le territoire national

- Les personnes **vivant en France depuis plus de 20 ans**

- Ceux ayant **des liens familiaux en France** (parent d'un enfant français, conjoint d'un ressortissant français, marié depuis trois ans au moins avec une personne française)

- Les **malades** devant être pris en charge médicalement

Ces personnes, en situation régulière en France, peuvent être expulsées si elles ont été condamnées définitivement pour des crimes et délits punis de trois ans d'emprisonnement ou plus, et constituent aux yeux des autorités une *"menace grave pour l'ordre public"*.

Une peine d'interdiction du territoire français (ITF) peut également être délivré par un juge aux auteurs de crimes et délits punis d'au moins trois ans de prison. À l'issue de leur peine, ils devront donc quitter le pays. Depuis l'entrée en vigueur de loi Immigration, une OQTF est également quasi systématiquement délivrée à **un demandeur d'asile** dont la protection a été refusée. Les mineurs, eux, sont exemptés d'expulsions.

2/ Comment ça se passe ?

L'OQTF est actée par le préfet de votre département (à Paris, par le préfet de police). Elle vous est notifiée, c'est-à-dire que le document expose les fondements de la décision. Le préfet n'a en revanche pas à justifier sa décision si vous êtes dans le cas où votre titre de séjour vous a été refusé, non renouvelé, ou retiré. La décision fixe également le pays où vous serez renvoyé si vous ne quittez pas volontairement la France dans le délai fixé.

Délai

L'OQTF vous oblige à quitter la France par vos propres moyens dans un délai de 30 jours. À titre exceptionnel, le préfet peut prolonger ce délai si votre situation le justifie (ancienneté de votre séjour en France, scolarisation de vos enfants). Vous devez alors en faire la demande auprès du préfet qui a pris la décision. À l'inverse, ce délai peut être supprimé par le préfet si votre situation change. Si les autorités estiment que vous risquez de prendre la fuite par exemple. Dans ce cas, une nouvelle OQTF sans délai vous est directement remise à la préfecture ou par un policier. Pendant ces 30 jours, le préfet peut exiger que vous vous présentiez jusqu'à 3 fois par semaine en préfecture ou au commissariat ou à la gendarmerie. Vous devez aussi informer l'administration de vos démarches en vue de votre départ. Votre passeport ou tout autre document d'identité ou de voyage peuvent vous être retirés en échange d'un récépissé. Ce récépissé vaut justification d'identité et mentionne le délai accordé pour votre départ. Une fois les 30 jours passés, vous devez avoir quitté la France.

3/Recours

Si vous ne pouvez pas partir de vous-même, vous pouvez demander une *"aide au retour*

volontaire", c'est-à-dire une aide administrative et matérielle fournie par la France à la préparation du voyage vers le pays de retour. Des recours en justice contre l'OQTF sont également possibles. Vous pouvez contester l'OQTF en elle-même, mais aussi le refus de titre de séjour qui en est à l'origine, parce que vous estimez que vous pouvez être régularisé par exemple. Les délais de recours varient entre 15 et 30 jours, selon votre situation. Si vous êtes entrés irrégulièrement en France, ou que vous êtes resté dans le pays après l'expiration de votre titre de séjour, vous avez deux semaines pour déposer votre recours. Vous avez quinze jours supplémentaires si vous avez eu une demande de séjour ou de renouvellement et qu'elle a été par la suite rejetée, ou qu'au moment de la réception de votre OQTF, vous travailliez sans autorisation de travail et résidiez en France depuis moins de 3 mois.

-> Bon à savoir : Vous pouvez être assisté par un avocat de votre choix ou demander au tribunal qu'il vous en soit désigné un d'office, durant toute la durée de votre recours.

Où ? Le recours doit être déposé auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour la préfecture qui a pris la décision d'éloignement. Si vous êtes placé en rétention ou assigné à résidence, le recours doit être déposé auprès du tribunal administratif dont dépend le lieu de rétention ou d'assignation.

Combien de temps ? Le tribunal administratif vous donnera une réponse selon un délai qui varie de 6 semaines à trois mois, en fonction du motif de l'OQTF. Le tribunal administratif peut annuler ou confirmer la décision prise par le préfet. Vous pouvez alors faire appel en cas de rejet de votre recours. Toutefois, l'appel ne suspend pas l'exécution de l'OQTF. "*Vous pouvez donc être renvoyé dans votre pays même si le juge d'appel ne s'est pas encore prononcé*", indique le ministère de l'Intérieur.

4/Que se passe-t-il si vous n'avez pas quitté la France par vous-même ?

Si vous êtes toujours en France passé ce délai, vous pouvez être placé en centre de rétention (CRA) ou assigné à résidence. Le préfet peut vous délivrer en parallèle une Interdiction de retour en France (IRTF). À partir de là, c'est donc à l'administration française d'organiser votre départ. Dans ce cas, vous êtes expulsé à destination de votre pays d'origine, "*sauf si votre vie ou votre liberté y sont menacées ou si vous êtes exposés à la torture, à des peines ou traitements inhumains ou dégradants*". Vous pouvez aussi être expulsé dans le dernier pays qui vous a délivré un document de voyage en cours de validité, ou dans un autre pays dans lequel vous pouvez être légalement admis.

Centre de rétention administrative (CRA)

En attendant votre expulsion, les autorités vous assignent une rétention administrative. Elle permet de maintenir dans un lieu fermé, le CRA, tout étranger sous le coup d'une mesure d'éloignement : OQTF de moins d'un an, Interdiction de retour sur le territoire français (IRTF), expulsion hors de France, Interdiction judiciaire du territoire français (ITF). La rétention est limitée à 90 jours maximum, sauf en cas d'activités terroristes. Durant votre rétention, vous avez le droit à un avocat, un médecin, et à communiquer librement avec l'extérieur. Un téléphone portable personnel pouvant prendre des photos est en revanche interdit.

D'après La Cimade, **chaque année, près de 50 000 personnes sont enfermées** dans des centres ou des locaux de rétention administrative (CRA ou LRA), pour moitié dans les départements d'outre-mer. "*Ces prisons qui ne disent pas leur nom totalisent plus de 2 000 places*", indique l'association. Bien que cela soit interdit, il arrive que des enfants soient enfermés dans les CRA, et ce, "*malgré six condamnations de la France par la Cour européenne des droits de l'homme*".

Laissez-passer

Le retour forcé dans votre pays d'origine dépend aussi de votre pays d'origine qui, pour que l'expulsion soit effective, doit fournir un laissez-passer consulaire. Or, ces documents sont délivrés au compte-gouttes par les pays concernés. Une expulsion peut donc prendre du temps. En septembre dernier 2021, la France avait haussé le ton contre les pays qui refusaient de reprendre leurs

ressortissants en situation irrégulière sur le territoire. Le gouvernement avait ainsi durci les conditions d'obtention des visas à l'égard du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie, provoquant une crise diplomatique avec le Maghreb.

LES UKRAINIENS EN FRANCE : QUE DEVIENNENT-ILS

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a fait quelque quatre millions d'exilés en Europe. Selon les dernières estimations, la France a accueilli **plus de 110.000 réfugiés ukrainiens** depuis le début du conflit.

Villers-lès-Nancy

Des réfugiées ukrainiennes, bientôt **au service des personnes âgées et handicapées**. C'est l'initiative de l'association d'aide à domicile [Ville et Services](#), basée à Villers-lès-Nancy. 200 salariées interviennent auprès de 1 300 adhérents dans le Grand Nancy, le bassin de Neuves-Maisons et le Lunévillois pour l'aide à la toilette, au coucher, les repas, l'entretien de la maison, du jardin. A compter du 26 février 2024, une quinzaine d'Ukrainiennes - qui ont déjà découvert l'activité "en immersion" - vont apprendre le français de manière intensive (cours de FLE, Français langue étrangère) pendant un mois. Neuf d'entre elles signeront ensuite un **contrat de professionnalisation** d'un an où elles alterneront formation théorique et formation sur le terrain avec une tutrice, salariée de Ville et Services. *"Cela nous a habités dès le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie"*, note le directeur de l'association. *"On a une dimension humaine, humaniste à Ville et Services, on prend soin de personnes et on ne s'engage pas dans des secteurs d'activité comme ça par hasard. Ça nous a semblé naturel de nous positionner et de pouvoir intégrer et insérer par l'emploi des personnes réfugiées. C'est un engagement qui correspond à des convictions profondes et partagées."* *"L'accompagnement consiste avant tout à mettre en place un environnement qui soit accueillant, sécurisant pour des personnes qui ont eu une vie professionnelle. Ce sont des femmes de courage, authentiques. Il y a une vraie implication et une envie de construire"*, souligne pour sa part la directrice des ressources humaines de Ville et Services. Avant d'arriver à Nancy avec sa mère et sa fille dès le début de l'invasion, la jeune femme était psychologue à Kharkiv. *"Aider les gens, pour moi c'est important"*, confie-t-elle. Une autre, à la tête d'une petite agence de tourisme à Dnipro, indique que *"l'Ukraine est une nation de travail"*. Il lui tarde de commencer sa mission d'aide à domicile et elle s'amuse des différences de technique de repassage dans son pays et ici ! Toutes les deux **se sentent bien pour le moment en France. Retourneront-elles en Ukraine un jour ?** Elles ne savent pas répondre pour l'heure. *"Aller chercher d'autres sources de recrutement répond à un vrai besoin"*, reconnaît le directeur, *"mais on leur souhaite un retour le plus vite possible"*,

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/des-refugiees-ukrainiennes-bientot-aides-a-domicile-a-nancy-un-engagement-et-des-convictions-profondes-7189418>

Montclar-en-Quercy

Rester en France ou repartir en Ukraine, c'est l'éternel dilemme des familles de réfugiés. Une fillette de 9 ans, est arrivée avec sa mère et son frère au début de la guerre. Assise dans le local d'Occitalien, à Montauban, elle montre sur le téléphone de sa mère des images de Karkhiv, sa ville d'origine. On y voit son école soufflée par les explosions. Depuis deux ans, la petite fille est scolarisée à Montclar. *"Ici je me sens bien mais quand même, une fois que la guerre sera finie, j'aimerais rentrer dans mon pays et retrouver la paix"*. Elle raconte aussi qu'une de ses camarades de classe, restée à Kharkiv, est morte sous les bombes. À côté d'elle, sa mère hoche la tête avec un air grave. Elle ne peut pas promettre à sa fille un retour prochain: *"Pour l'instant je me dis que nous allons rester en France. À la fin de la guerre, on verra, j'attends de voir comment ça va se passer."* Pourtant, elle voudrait garder espoir comme sa fille: *"Même si je me suis habituée à la vie ici en France, je voulais retourner en Ukraine parce que, là-bas, il y a mes parents."* Une ukrainienne traduit les conversations. Elle est bénévole à Occitalien et elle a aussi quitté l'Ukraine il y a deux ans. *"J'ai pris mes petits enfants pour venir ici, à Montclar. Ils sont restés avec moi pendant six mois puis ils*

sont repartis ." Sa famille est originaire de l'Ouest de l'Ukraine, au sud de Lviv, et donc moins exposée aux bombardements de l'armée russe.

Montauban

En Occitanie, dès le début de la guerre en Ukraine, la **chaîne de solidarité** s'est organisée, portée par des associations comme Occitalien, installée à Montauban (Tarn-et-Garonne). Les bénévoles ont aidé plus d'une centaine de réfugiés ukrainiens, logés dans des chalets de vacances mis à disposition par la commune de Montclar-de-Quercy. Une quinzaine de nouveaux arrivants a posé ses bagages dans ces chalets depuis le début de l'année.

Face à ces dans le Tarn-et-Garonne, le président d'Occitalien, n'est pas surpris. "*On revient du front, on y était il y a trois semaines. On était à Kharkiv, c'est une ville lourdement bombardée chaque semaine. Quand on voit qu'il y a encore des habitants qui restent là-bas, on se demande comment ils font. Evidemment, les bombardements ça fait fuir les gens sur place.*" Il s'agissait du **neuvième convoi d'aide humanitaire** envoyé en Ukraine par cette association du Tarn-et-Garonne. L'équipe de bénévoles a aussi eu l'occasion de **visiter une école, à Kharkiv**: "*L'école "normale", ça n'existe plus, les cours sont donnés en sous-sol, dans les métros. Donc quand on voit ça, je pense que c'est normal d'aider les civils.*"

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/deux-ans-apres-le-debut-de-la-guerre-en-ukraine-le-tarn-et-garonne-continue-a-accueillir-des-refugies-1513294>

Cherbourg

Dans une barre d'immeubles, à côté du centre-ville de Cherbourg, le jeune homme de 23 ans vit avec sa tante, sa mère, sa grand-mère et un chat : "*Il s'appelle Vasili lui. Il est Français, il est de passeport français. [...] On rit souvent avec ma tante parce qu'on se dit que si un jour, on est contraint de retourner en Ukraine, lui sera le seul à pouvoir rester ici*". Tous sont sous protection temporaire. Depuis plus d'un an, ils sont en France. Ils sont originaires de Kharkiv, au nord-est de l'Ukraine. "*Nous étions bloqués entre les deux armées, explique-t-il, ça a duré des semaines. Nous étions ou vivants ou mort. [...] Ça m'a terrifié parce que j'avais beaucoup d'amis qui étaient très forts physiquement qui sont tous morts là-bas.*" Il faisait "*des crises d'angoisse en arrivant à Paris*", la foule le terrifiait. Il poursuit : "*Mais quand je suis arrivé à Cherbourg, c'était bien, c'était calme. Il y avait la mer et des bâtiments mignons.*" Quant à **reprendre un jour, la route de l'Ukraine**, sa réponse est claire : "**Non, pas question.** *C'est ma propre vie. J'ai envie de faire des choses pour des gens bien, pas envie de mourir à 23 ans à Bakhmout ou ailleurs.*". Aujourd'hui, il travaille comme aide-soignant à Cherbourg. Son rêve est d'acheter une maison pour lui et sa famille.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/cherbourg-la-vie-d-arthur-23-ans-ukrainien-refugie-a-cherbourg-7453614>

En Mayenne

Aujourd'hui, d'après la préfecture, dans le département, il y a 256 réfugiés ukrainiens (174 adultes et 82 enfants).

Loin des bombes et loin des drones. Loin de leur ville aussi de Boutcha, tristement célèbre pour une série de massacres commis par les Russes en février 2022, avec près de 500 tués. Valentina et ses deux enfants sont arrivés à « Changé en Mayenne », trois mois après le début de la guerre. À dix ans, l'ainé s'est intégré dans son école très rapidement grâce à ses petits camarades mayennais. "*En fait, ils sont venus faire connaissance avec moi rapidement. Et aujourd'hui, je peux aller voir les gens pour me faire des copains par moi-même*". Il progresse à grands pas en français, grâce à l'apprentissage du jeudi avec un professeur. Son petit frère, âgé de huit ans et est en CE2. "*Toute la classe, c'est mes copains*". "*J'ai même des copains au collège et à la récré, on joue au foot*". Les deux frères vivent avec leur maman qui travaille dans une boulangerie à Laval. Le papa, lui, est resté vivre à Boutcha, mais les nouvelles sont quotidiennes. "*Par exemple, il réveille mes enfants chaque matin. Après, il fait les devoirs en visio le soir avec mes enfants, et après, il leur dit bonne nuit. On fait ça*

via WhatsApp ou Messenger". **La famille ne sait pas encore quand elle pourra se rassembler.** En attendant, **elle et ses enfants remercient** du fond du cœur **la France pour son accueil.** *"Leur progression en langue française est remarquable. En Mayenne, les Ukrainiens sont bien intégrés et c'était un sacré défi au départ"*, conclut un autre Ukrainien de 56 ans qui vit en Mayenne et qui a étudié à la Sorbonne à Paris.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/guerre-en-ukraine-la-belle-integration-de-valentina-et-ses-deux-garcons-en-mayenne-8461214>

A Grenoble

Une Ukrainienne, parlant quatre langues, maman célibataire de deux enfants de 4 et 7 ans, loue un appartement à Grenoble et a trouvé un travail en CDI chez Ikéa. **Ce qui n'empêche pas d'avoir des envies de paix et de retour.** « Évidemment, je suis bien en France : je suis en sécurité, on a de quoi manger, de quoi boire et on a un toit. Est-ce que j'arrive à me réaliser pleinement au point de vue social ? Pas pour l'instant. Je n'en veux qu'à moi-même, mais c'est vraiment compliqué pour des étrangers de s'épanouir et de retrouver le même statut social que celui dont ils bénéficiaient dans leur pays d'origine. Je suis originaire de Kiev et toute ma vie, j'ai travaillé au développement de partenariats internationaux au sein de très grosses entreprises stratégiques. Je suis dans un bon quartier et mes enfants arrivent mieux à s'exprimer en français après ces deux ans dans des écoles françaises, donc la vie évolue à pas de géant. »

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/deux-ans-apres-avoir-fuit-l-ukraine-kateryna-oscille-entre-espoir-de-retour-et-installation-durable-en-france-4471679>

BORDEAUX

Sur le parvis des droits de l'Homme, rebaptisé temporairement "*place de l'Ukraine*" par la Ville de Bordeaux, la foule - plus de 300 personnes ont défilé, dont des dizaines d'ukrainiens réfugiés - a afflué samedi 24 février 2024, deux ans après l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes. Un triste anniversaire, dont le bilan fait état d'au moins 70 000 morts du côté ukrainien, 120 000 du côté russe. Le rassemblement, organisé à l'appel des associations Ukraine Amitié et la Maison de l'Ukraine, a défilé malgré la pluie. Le cortège a permis à plusieurs dizaines d'Ukrainiens, qui ont trouvé refuge en Gironde, de donner de la voix.

Depuis deux ans, leur quotidien est endurci par le conflit, même à distance. C'est le cas d'une jeune collégienne qui arbore fièrement son "*vinók*", une couronne de fleurs traditionnelle ukrainienne, parmi la foule. En 2022, elle a fui son pays avec sa mère. *"Quand on est arrivées ici, j'étais encore sous le choc. Parce que mon père est resté en Ukraine, il n'a pas le choix, c'est la loi. On essaie de s'appeler le plus souvent possible."* Ce qu'elle retient de ces deux ans, c'est surtout "*la fatigue*", et parfois des pleurs. À côté d'elle, sa mère complète "*on a pu avoir accès à un psychologue, au CHU Pellegrin*". Pour elle aussi, les traumatismes pèsent. *"La peur peut être déclenchée par le fait d'entendre un avion, ou de très forts bruits."* Quelques larmes perlent dans ses yeux, quand elle explique que "*chaque jour, chaque ukrainien et ukrainienne pensent à ceux qui sont morts là-bas. Nous, on vit, mais c'est difficile*". Comme beaucoup d'autres, **cette ancienne professeure des écoles a dû apprendre un nouveau métier**, celui de femme de ménage. Mais ce n'est pas la seule difficulté rencontrée affirme une membre d'Ukraine Amitié. *"Le plus compliqué pour ces familles, souvent des femmes seules avec enfants, c'est de trouver un travail, mais avant tout un logement. Les Girondins nous ont vraiment aidés, beaucoup ont pu être logés en famille d'accueil, mais la plupart ne peuvent plus assurer la continuité de cet hébergement. La recherche se porte donc sur des alternatives, comme les logements sociaux, ce qui reste compliqué."* Des difficultés qui ont d'ailleurs conduit plusieurs centaines d'entre eux, sur les 2800 réfugiés en Gironde, à retourner en Ukraine. Un pays où, "*la guerre a commencé depuis dix ans, lorsque la Russie a annexé la Crimée, même si on parle beaucoup plus des deux dernières années*". Son organisation a profité du rassemblement pour appeler à "*la prise de conscience de l'Europe*", et obliger la Russie à reculer.

<https://www.francebleu.fr/infos/international/des-centaines-de-personnes-defilent-a-bordeaux-pour-l-ukraine-deux-ans->

BRIANÇON



Mardi 6 février 2024, un mémorial a été érigé à Briançon pour ne pas oublier les noms de ceux qui ont perdu la vie, ont été blessé ou traumatisée par leur parcours d'exil. Le cairn réalisé avec des plaques au noms des personnes décédées à la frontières a été érigé en direction du pont d'asfeld depuis la vieille ville. Ce mémorial tient à rendre hommage aux 12 personnes mortes et disparues à la frontière franco-italienne entre Oulx et Briançon depuis 2018. « Vous ne luttez ni contre le terrorisme, ni contre l'immigration illégale comme vous aimez le dire, vous détruisez simplement des vies et des familles. » En Europe et en France, des personnes continuent de trouver la mort car on les empêche de circuler librement. « Nous demandons des voies de passage sûres et légales. Une route goudronnée existe entre l'Italie et la France, nous réclamons qu'elle puisse être empruntée sans discrimination de couleur de peau ou de papiers. »

Un monument pour ne pas oublier qu'à la frontière avec l'Italie dans les montagnes, à Calais, à Vintimille, en Méditerranée, tout au long des parcours de celles et ceux qui prennent la route de l'exil, meurent chaque année des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. Ils et elles ont un nom et une histoire trop souvent effacés, perdus, gommés par des statistiques déshumanisantes [et des regards froids]. Ne pas oublier. Oui, ce monument aux morts des frontières leur est dédié. Pour toujours se rappeler que lorsque nos égoïsmes nationaux nous font ériger des murs, notre humanité se perd et des vies en sortent brisées. C'est un lieu pour les victimes et leurs familles, c'est à elles d'en donner le sens. Ce mémorial est aussi dédié aux personnes blessées, traumatisées par leur parcours d'exil. Nous ne laisserons pas notre société les oublier. Ce cairn (objet communément érigé pour guider les personnes en montagne) est une lanterne pour que la France retrouve le chemin de la fraternité. Ce qui se joue dans le Briançonnais, c'est aussi l'avenir de l'idéal européen. Nous ne pouvons pas accepter que les frontières des pays de l'Union s'enfoncent dans la militarisation et la surveillance. Face à la surenchère sécuritaire, **la solidarité s'est organisée depuis des années**. Nous apportons notre plein soutien aux associations, aux montagnards ainsi qu'aux bénévoles venus de toute la France pour porter assistance aux exilés qui tentent, malgré tout, de traverser les Alpes au péril de leurs existences dans un geste désespéré de survie. Non, **les morts aux frontières** ne sont pas victimes d'accident, de mauvaises conditions météorologiques, de prises de risques inconsidérées : ils et **elles sont victimes de nos politiques de construction de barrières toujours plus hautes**. Les frontières ne sont pas géographiques mais sociales, culturelles et administratives.

<https://www.ldh-france.org/6-fevrier-2024-tribune-hommage-a-celles-et-ceux-qui-ont-eu-le-courage-de-fuir-ne-laissons-pas-notre-ideal-europeen-mourir-aux-frontieres-publiee-sur-lhumanite/>
<https://mars-infos.org/commemor-action-des-mort-es-des-7377>

CESSON- SEVIGNE (ILE ET VILAINE)

Deux ans après le début de l'invasion russe, 4000 ukrainiens vivent aujourd'hui en Bretagne.

Il y a deux ans, Une mère de 40 ans et ses trois jeunes enfants de trois, deux ans et six mois, vivaient à Nicolaïev, une ville du sud de l'Ukraine entre Kherson et Odessa à quelques dizaines de kilomètres de la mer Noire et toute proche de la Crimée. L'invasion russe a bouleversé son quotidien. *"C'était dangereux pour les enfants et pour moi. Il y avait des militaires russes, des bombardements chaque jour. Il y avait des roquettes qui tombaient sur ma ville"*. Elle veut fuir la guerre mais son mari de 20 ans son aîné, pro Poutine et adepte de la propagande russe, refuse de

mettre sa famille à l'abri malgré les supplications quotidiennes de sa femme. *"Je lui demandais tous les jours d'emmener notre famille dans un autre pays. Il ne m'a pas écouté"*. Le 2 avril 2022, elle profite de l'absence de son époux pendant plusieurs jours pour partir vers l'inconnu avec ses enfants : elle rejoint d'abord la ville de Lviv à 1000 kilomètres de chez elle, dans l'ouest du pays. Là, elle prend un bus pour la Pologne. La famille y passe trois jours dans un centre de réfugiés jusqu'à cette rencontre avec des bretons du diocèse de Rennes prêts à l'emmener jusqu'en Ille-et-Vilaine. Parmi eux, un couple a l'habitude d'accueillir des migrants et lui propose un logement au fond de son jardin à Cesson-Sévigné. *"C'était une grande surprise pour moi. On me proposait une petite maison avec un jardin"*. Elle a du mal à y croire. *"J'ai regardé cette maison avec une belle cuisine, trois lits pour les enfants et moi et un grand jardin"*. *"Elle a sa vie autonome, nous aussi et en même temps c'est rassurant d'avoir notre famille à côté pour ses débuts en France. Le jardin c'est notre lieu commun. En deux ans on a pu voir l'évolution des enfants. On les voit grandir et c'est une joie de les voir s'épanouir"*. Agés aujourd'hui de cinq, quatre et deux ans et demi, les enfants vont, depuis leur arrivée à Cesson-Sévigné, à l'école maternelle et à la crèche. Immérgés très jeunes dans la langue, il parlent français sans difficulté. La mère a pris des cours de français pendant un an. Elle ne maîtrise pas encore complètement la langue, a besoin parfois de Google Traduction pour se faire bien comprendre mais elle progresse. Ancienne aide-soignante dans un service d'urgences en Ukraine, elle aimerait trouver un poste similaire. Christine Massart l'accompagne dans ses démarches. *"Je la suis un peu pour l'aider à trouver un emploi. Elle est inscrite à Pôle emploi, elle a fait des stages en maison de retraite et dans une association d'aides à domicile. On a envie qu'elle s'en sorte, c'est un peu comme une famille"*.

Comme tous les déplacés ukrainiens, elle bénéficie de la protection temporaire en France, une autorisation provisoire de séjour de six mois renouvelables jusqu'à trois ans mais elle, qui n'a plus aucune famille en Ukraine et qui a obtenu le divorce, **n'envisage pas de retourner un jour dans son pays**. *"Je pense que la guerre va continuer. Je veux rester en France pour toujours. C'est une nouvelle vie et une possibilité pour moi et pour les enfants"*. Elle déposera lundi 26 février 2024 sa demande d'asile à l'Ofpra, l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/deux-ans-de-guerre-en-ukraine-refugiee-pres-de-rennes-tetiana-veut-rester-en-france-pour-toujours-2204194>

CLERES (Seine Maritimes)

Adopté, il reçoit un OQTF

Sékou est arrivée chez Anne-Marie en 2019. À l'époque, elle fait partie d'un réseau de solidarité avec les migrants. *"Il devait rester deux jours, et ça fait quatre ans et demi que ça dure"*, sourit cette septuagénaire qui donne toujours des cours de danse dans son studio de Clères (Seine-Maritime). Le jeune Guinéen avait alors 16 ans et venait tout juste d'arriver en France. Depuis, Sékou a passé un CAP de maçon et Anne-Marie l'a adopté, elle qui n'a pas eu d'enfant. *"Je suis tombée sur un jeune homme merveilleux qui a transformé ma vie, qui me rend très heureuse et je ne pourrais pas imaginer vivre sans lui maintenant"*, confie Anne-Marie. Une rencontre qui s'est faite comme une évidence aussi pour Sékou. *"Je suis très heureux ici chez Anne-Marie, elle m'accompagne, elle m'aide beaucoup, elle m'apprend beaucoup de choses. Je fais de la danse avec elle, je lis Victor Hugo, Marcel Pagnol"*, raconte le jeune homme qui fêtera ses 21 ans en mars 2024. Seulement voilà, ce joli tableau s'est assombri quand la préfecture refuse son permis de séjour à Sékou et lui délivre une OQTF, une obligation de quitter le territoire, en décembre 2022. Encore plus quand, un an plus tard, le tribunal administratif de Rouen rejette son recours, jugeant que Sékou ne justifie pas de liens affectifs suffisants en France ni d'un projet professionnel sérieux. Des arguments que ne comprend pas du tout Anne-Marie. *"Comme il n'a pas ses papiers, il ne peut pas continuer à travailler alors qu'il a des patrons qui l'attendent. On lui dit aussi qu'il ne veut pas continuer ses études alors qu'en fait, c'est parce qu'il n'a pas ses papiers qu'il ne peut pas les poursuivre"*, explique la septuagénaire dont le fils adoptif est sorti major de sa promotion de CAP en juin 2022.

Mère et fils attendent désormais la date de l'audience devant la cour administrative d'appel

de Douai. Dans l'espoir que la justice accordera à Sékou le droit de rester auprès d'Anne-Marie, et de fonder une famille en France auprès d'elle. *"Je suis bien heureux ici"*, confie le jeune homme, dont la mère biologique est restée au pays. *"Elle m'a dit 'maintenant c'est toi qui prends le relais Anne-Marie'"*, raconte la dynamique septuagénaire qui n'a pas l'intention de laisser qui que ce soit la séparer de son enfant. Un jeune homme dont elle dit qu'il ressemble à sa propre mère, disparue avant l'arrivée de Sékou. *"Au sens où il se positionne dans la maison comme elle l'aurait fait, il a aussi ce côté un peu maniaque comme elle et il a les mêmes idées, les mêmes goûts qu'elle"*, explique Anne-Marie. Une rencontre un peu magique pour ces deux-là qui ne demandent rien d'autre que le droit de rester ensemble. *"Ce garçon ne coûte rien à la France, il a toujours travaillé, moi je m'en suis occupée, il n'a demandé aucune aide, c'est quelqu'un de tout à fait fiable, sérieux, extrêmement bien inséré, il a plein d'amis, il est bénévole aux Restos du cœur, il est très populaire"*, assure sa mère adoptive. Le 23 mars, Sékou et Anne-Marie ont d'ailleurs invité tous leurs amis à la maison pour une grande fête de la solidarité. Elle a lancé une pétition qui a déjà recueilli plus de 33 000 signatures le 23 février 2024.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/je-suis-bien-heureux-ici-sekou-et-sa-mere-adoptive-se-battent-pour-que-le-jeune-guineen-reste-en-france-5028492>

GRENOBLE

Dénoncer les ruptures de droits pour les étrangers en situation régulière.

Le 16 février 2024, lors d'une conférence de presse à la Maison des Associations pour alerter sur les répercussions dramatiques des ruptures de droits pour les étrangers en situation régulière. L'APARDAP, La Cimade, le Réseau Université Sans Frontières (RUSF) et le collectif des Associations Africaines Etudiantes de l'Isère (CAAIEI), ainsi que plusieurs personnes étrangères, ont décidé de dénoncer les ruptures de droits pour les étrangers en situation régulière.

Ces associations accompagnent au quotidien les personnes étrangères dans leur parcours et leurs démarches afin que leurs droits et leur dignité soit respectés. Elles interpellent régulièrement les services de la préfecture en ce sens et, malheureusement, malgré les échanges, la situation des personnes étrangères ne fait qu'empirer. Nous vivons dans un dysfonctionnement systémique de l'administration qui n'arrive pas à accompagner l'évolution des procédures. Aujourd'hui à Grenoble, tous les jours, des dizaines de personnes étrangères, en situation régulière, perdent leurs droits et replongent dans l'irrégularité, pour des raisons de procédure, de complexité croissante des procédures, de manque d'accès à l'information en tant qu'utilisateur des services publics, d'impossibilité d'obtenir des rendez-vous dans les temps. Dans les permanences, les bénévoles observent que toutes les catégories de personnes sont représentées : apprentis, étudiants, salariés (maçon, aide-soignant, ingénieur...) réfugiés, étrangers malades, familles avec enfants ...

D'une situation régulière, ces personnes replongent dans le circuit infernal de la situation irrégulière, avec des conséquences dramatiques :

- Tout d'abord, vivre à nouveau au quotidien sous la menace d'expulsion du territoire (OQTF)
- Perte de son travail sauf pour les personnes qui ont un employeur engagé et motivé qui prend des risques en embauchant quand même une personne en situation irrégulière
- Perte de l'accompagnement par France Travail et réduction de l'accompagnement des jeunes par la Mission locale
- Suspension des APL et des allocations familiales, ce qui implique un fort risque de perte de leur logement et menaces d'expulsion pour certains
- Et de plus, redémarrage à 0 du parcours infernal de demande de titre de séjour, sachant qu'en général, les personnes arrivées en situation irrégulière, mettent 3 à 10 ans pour obtenir un titre de séjour.

Face à ces situations dramatiques qui violent les droits fondamentaux et la liberté de chacun et chacune, ces associations grenobloises revendiquent des moyens suffisants pour l'accès

effectif aux services publics pour toutes et tous et une alternative systématique à la dématérialisation.

<https://www.lacimade.org/grenoble-les-repercussions-dramatiques-des-ruptures-de-droits-pour-les-etrangers-en-situation-reguliere/>

LA ROCHELLE

Entre deux averses, les réfugiés ukrainiens de Charente-Maritime ont proposé **un spectacle émouvant sur le Vieux-Port de La Rochelle** samedi 24 février 2024 après midi pour les deux ans de la guerre dans leur pays. Un spectacle avec des chants et des danses, mêlant enfants et adultes pour symboliser leur vie d'avant, et l'arrivée du conflit dans leurs vies. *"La première fois quand je danse, l'Ukraine est vivante et quand la guerre commence je me mets à mal danser"* explique une jeune femme, vêtue d'une robe blanche peinte de fleurs aux couleurs de l'Ukraine. Elle est arrivée **en Charente-Maritime il y a deux ans a terminé sa performance en pleurs**. *"J'ai beaucoup d'amis qui sont morts à la guerre et ça fait mal"* dit-elle. A côté d'elle deux garçons, des cousins âgés d'une dizaine d'année se souviennent dans un français impeccable de leur départ de Kiev : *"c'était un jour normal, je suis parti à l'école et ma mère m'a appelé pour me dire que la guerre a commencé. On a entendu la sirène toute la journée, ma sœur pleurait et j'ai eu très peur"*. Tous deux disent être **fiers d'avoir proposé spectacle en français** pour montrer leurs traditions. *"On va tous survivre, on est forts et on va gagner cette guerre"* affirme, l'un des cousins. **Tous espèrent que le spectacle aura touché les rochelais**. *"Votre présence est cruciale pour démontrer notre solidarité indéfectible avec le peuple ukrainien face à l'agression russe"* affirme l'association Ukraine Atlantique qui organise le rassemblement. Ses membres tiennent des pancartes qui proclament : *"La Russie tue, arrêtons le meurtre des populations civiles", "Meurtres, tortures, pillages, viols et crimes de guerre, la Russie Etat terroriste", "pour la liberté, la justice et la démocratie, soutenons l'Ukraine" ou encore "ensemble nous vaincrons"*. Mais ce samedi après-midi, il y a surtout des ukrainiens dans le rassemblement, les rochelais sont peu nombreux.

Au bout de deux ans de guerre, il resterait 200 ukrainiens dans l'agglomération Rochelaise, sur les 800 arrivés au départ. *"Ce sont des familles pour la plupart"* explique Charente-Maritime Ukraine. *"Il y a deux ans, des mamans sont arrivées avec deux à trois enfants, les papas faisaient des passages et repartaient. Aujourd'hui, ils ne repartent plus, ils se sont installés ici"*. *"Ils ont le cœur à la fois chez eux, et ici où ils vivent"* constate celle qui les accompagne pour résoudre leurs difficultés administratives. *"Quand ils travaillent, ça stoppe l'aide alimentaire et chaque fois cette démarche administrative est très périlleuse"*. Elle raconte qu'une famille de trois personnes s'est retrouvée à vivre avec 300 euros parce qu'elle avait accepté un petit boulot. Les ukrainiens originaires de la région de karkhiv ou dans le Dombass savent qu'ils ne peuvent pas retourner chez eux parce que leurs maisons sont détruites, ajoute-t-elle en revanche ceux qui viennent de Lviv, dans l'ouest ont l'espoir de retourner dans leur pays .

<https://www.francebleu.fr/infos/international/en-images-les-refugies-ukrainiens-commemorent-les-deux-ans-de-guerre-et-appellent-a-la-solidarite-2007983>

LORRAINE

En Lorraine, plusieurs milliers d'Ukrainiens ont trouvé refuge. **En Moselle**, on compte actuellement plus de 800 adultes détenteurs d'une APS (autorisation provisoire de séjour) délivrée par la préfecture, ce qui représente 1.200 personnes en comptant les enfants. **En Meurthe-et-Moselle**, près de 1.100 APS sont en cours de validité.

L'association Echanges Lorraine Ukraine est entièrement dédiée à l'accueil de ces réfugiés dans la région. Elle délivre des cours de langue française, organise des manifestations, ou des ateliers de bougies de tranchées. Elle recueille également des dons et envoie de camions d'aide médicale ou de produits de première nécessité. A ce jour, **37 convois, soit 270 tonnes de matériel, ont été envoyés en Ukraine depuis la Lorraine** depuis deux ans, au rythme d'un à deux camions par mois. Les dons sont stockés au centre logistique SolidarCatt' de Cattenom, puis chargés. Le dernier camion est parti vendredi 23 février 2024 au soir. Mais les dons ont fondu, par rapport au début de la

guerre : le formidable élan de générosité en Lorraine s'est estompé. De 185.000 euros de dons reçus en 2022, l'association en a enregistré 77.000 l'an passé. Et si de nombreux transporteurs ont pris en charge les coûts de transport au début, l'association doit les assumer aujourd'hui, explique la présidente d'Echanges Lorraine Ukraine. *"Mais nous n'avons pas le choix : nous sommes sollicités 24h/24, 7 jours/7, en Ukraine et par nos réfugiés ici en Lorraine"*. Le coût d'un transport en camion vers l'Ukraine aujourd'hui se facture **entre 3 et 5.000 euros, soit le double d'il y a un an**. L'association lance donc un appel aux Lorrains : si vous avez **quelques heures de temps libre pour donner des cours de français**, si vous avez les moyens de donner un peu d'argent, si vous voulez aider l'association d'une manière ou d'une autre... Elle a besoin de toutes les forces possibles. L'association lance également un appel aux entreprises lorraines et luxembourgeoises qui seraient en capacité d'accueillir en stage l'un des étudiants ukrainiens actuellement inscrits au DU franco-ukrainien en management et commerce international : un diplôme ouvert dans l'urgence par l'IAE de Metz et l'université de Lorraine fin 2022. La 2ème promotion a commencé les cours en septembre dernier, et les étudiants doivent **valider leur formation par un stage de trois à six mois**. *"Ce sont des étudiants très motivés, déterminés, qui travaillent super bien ! Les entreprises intéressées peuvent contacter l'association, nous serons heureux de leur répondre"*. Une marche pour la paix en Ukraine a lieu samedi 24 février 2024 à Metz, à partir de 14h place d'Armes.

<https://www.francebleu.fr/infos/international/malgre-la-baisse-des-dons-l-association-echanges-lorraine-ukraine-epedie-son-37eme-camion-de-vivres-8520444>

MAYOTTE

À Mayotte, la tension à son comble entre migrants et Mahorais

"L'opération d'évacuation du stade Cavani sera réalisée dans les prochains jours pour répondre aux préoccupations du territoire", a annoncé lundi 19 février le ministère des Outre-mer. Autour du stade, dans une partie en friche située entre le terrain et le mur d'enceinte, une cinquantaine de tentes de fortunes surmontées de bâches bleues ont été installées. Pris en étau entre des grillages et des barbelés, ses habitants semblent enfermés. Ils n'étaient encore qu'une trentaine il y a quelques mois, avant d'atteindre près de 700 occupants fin janvier. Désormais, ils seraient environ 250. Les hommes, les femmes et les enfants qui vivent ici sont originaires de différents pays d'Afrique : la Somalie, le Soudan, la République démocratique du Congo ou encore la Tanzanie et le Mozambique. Certains sont là depuis 2018, quand d'autres sont arrivés il y a quelques mois. Ils ont fui la guerre, la famine, les menaces politiques ou cherchent une vie meilleure. Mais l'afflux de ces populations, amplifiée ici au fil des mois, a attisé la colère des mahorais. *"C'est la goutte d'eau"*, déclare une professeure et soutien du mouvement de contestation des dernières semaines. Un *"combat de plus"*, en référence à l'habituelle volonté de réduire l'immigration comorienne. Une situation qui engendre des actes violents : certains collectifs mahorais ont cadenassé les locaux d'associations d'aides aux migrants, et ont empêché certains relogements envisagés par l'État. Deux habitants du camp ont même été blessés à l'occasion d'une manifestation. Comme le dit un trentenaire originaire du Rwanda qui a grandi au Mozambique qui porte un pansement sur l'œil. *"Je sors de l'hôpital, je me suis fait poignarder par des délinquants"*. Il tend le document médical qui atteste de ses blessures. *"J'étais aux toilettes quand ils sont arrivés avec des cagoules et m'ont attaqué"*. Ces tensions le poussent à vouloir quitter le territoire. *"Ma demande a été rejetée, et avec tout ça, j'ai peur, même de sortir d'ici, je veux juste repartir"*. Après cinq ans sur le territoire français, il attend maintenant que l'État le renvoie au Mozambique. Un climat devenu particulièrement lourd ces dernières semaines, sous la pression des collectifs, venus parfois brûler les matelas des migrants pendant leurs manifestations. Une mobilisation qui a entraîné une dégradation des relations avec la population. *"Je vis au camp, parce que pour l'instant, vivre dans les quartiers, ce n'est pas possible. Ils ne veulent plus de nous. Dans la rue, on nous appelle 'les Africains'. On nous dit : 'On ne veut pas des Africains'"*, témoigne une Burundaise de 42 ans qui est à Mayotte depuis 2018. Elle a fui la répression des manifestations de 2015 contre un troisième mandat du président. *"On m'a cherché, on voulait me tuer avec mon mari. Je voulais demander la protection, car la France, c'est le pays de la loi. Je croyais que Mayotte,*

c'était la France, mais on ne peut plus rester ici", déplore cette mère de famille. Un homme vit ici depuis deux ans, il a obtenu un titre de séjour et habitait une colocation toute proche. Mais, au début du mouvement, il a été chassé. *"Les Mahorais étaient fâchés, disaient qu'ils ne voulaient plus d'immigration et nous qui payons un loyer, on nous a mis dehors. C'est très violent"*. Il pense que sa propriétaire, Mahoraise, aurait pu subir des pressions. En raison de la chaleur, certains exilés dorment dehors avec leurs enfants. L'un qui a quitté la Somalie en guerre, vit dans une voiture abandonnée. À ses côtés, sa sœur de 18 ans, sortie de famille d'accueil le mois dernier après trois ans de prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance. Bac en poche, est contrainte de vivre ici, à même le sol, avec son frère.

Toujours plus d'inégalités avec le régime d'exception

Alors que la colère gronde à Mayotte et que les revendications se font plus pressantes que jamais pour un alignement des droits du plus jeune département français au reste du territoire, l'Etat répond par toujours plus d'inégalités et propose de creuser encore le fossé entre le régime d'exception déjà en vigueur sur l'île et le droit commun, remettant profondément en cause le principe d'indivisibilité de la République. Quelques jours seulement après la nomination de la nouvelle Ministre déléguée aux Outre-mer, le ministre de l'intérieur profite d'un énième déplacement à Mayotte pour faire des annonces toujours plus dogmatiques et xénophobes en réponse aux revendications des collectifs citoyens qui paralysent Mayotte depuis plusieurs semaines. L'île de l'Océan Indien est une nouvelle fois victime des impérities et des dangereux calculs de nos gouvernants, qui laissent présager des conséquences désastreuses pour toute la population.

La remise en cause totale du droit du sol constituerait une rupture majeure infligeant une profonde entaille dans la conception française de l'accès à la nationalité et consacrerait **un droit différencié entre Mayotte et l'Hexagone**. Pourtant, elle n'aura d'impact ni sur les mouvements migratoires ni sur la sécurité des habitants de l'île : la seule conséquence en sera, comme à chaque fois, une **précarisation et une mise en danger accrues des personnes étrangères**, préjudiciables à l'ensemble de la population. Cette annonce constitue un absurde paradoxe et une imposture : tandis qu'il poursuit le renforcement du régime d'exception déjà largement dégradant pour les droits humains, l'État prétend traiter les mahoraises et mahorais de façon égale avec leurs concitoyens. La fuite en avant vers toujours plus d'infra-droit, de logiques dérogatoires et attentatoires aux libertés individuelles va continuer à entraîner Mayotte dans la spirale de l'exclusion, des divisions communautaires et la fracture sociale. Sous couvert de mesures qui se voudraient "radicales" face à la situation mahoraise, le ministre de l'Intérieur ouvre en réalité une boîte de Pandore qui constitue un dramatique point de bascule : diverses forces politiques réclament d'ores et déjà une remise en cause totale du droit du sol en France ainsi que l'ajout dans la réforme constitutionnelle de la possibilité de se soustraire aux traités internationaux. Comme si ces entailles aux principes constitutionnels ne suffisaient pas, c'est sur un ton martial qu'est en outre annoncée l'instauration d'un véritable "*rideau de fer maritime*" entre Mayotte et les autres îles de l'archipel des Comores, déjà séparées par un arsenal militaire et par un visa Balladur ayant eu pour seules conséquences des drames humains en série dans les bas-fonds de l'Océan Indien.

C'est pourtant d'apaisement, de lutte contre la montée du racisme et de perspectives de développement à long-terme dont l'île aurait besoin. Ces mesures indignes sont vaines et échoueront à ramener la paix sociale tant que l'insécurité sera perçue comme le seul fait de personnes étrangères et non comme ce qu'elle est : le fruit d'un délaissement orchestré de l'île et d'un défaut de vision stratégique pour répondre aux besoins de protection ainsi qu'aux enjeux socioéconomiques, éducatifs et sanitaires du territoire. Enfin, la baisse annoncée de 90% de délivrance de titres de séjour ne pourra qu'aggraver la vulnérabilité et les ruptures, pour des personnes qui pourraient prétendre de plein droit à un séjour régulier parce que leurs attaches familiales et professionnelles sont en France. Prétendre déterritorialiser des titres de séjour qui ne seront plus délivrés représente une énième tromperie. Nous demandons que soient effectivement délivrés les titres de séjour prévus par le droit à Mayotte et qu'ils soient valables sur tout le territoire national. A l'heure où Mayotte semble définitivement écartée du

principe d'égalité des droits, nous pouvons raisonnablement nous demander si l'île est encore un territoire de la République ou une possession d'un autre âge régie par des politiques aux douloureux relents coloniaux.

<https://www.lacimade.org/pour-lavenir-de-mayotte-letat-promet-toujours-plus-dinegalites/>

Le représentant de la Ligue des droits de l'Homme à Mayotte se rend quasi quotidiennement sur le camp, où tous le connaissent, pour qu'ils aient de la visite. *"Ils n'ont pas d'eau, pas de nourriture, on leur donne 30 euros par mois et 10 euros par enfants : ça fait 30 centimes par jour ! Si on ne se sent pas ridicule avec ça, c'est qu'il y a un problème de compréhension de l'humanité.* Il s'étonne que les *"xénophobes aient obtenu ce qu'on demandait depuis trois ans"* - à savoir le démantèlement, et donc le relogement de ces personnes, en vue de traiter leurs dossiers. Une opération imminente selon le ministère des Outre-mer, qui pourrait concorder avec l'entrée en fonction du **nouveau préfet, le 24 février 2024.**

NANCY

Dans la foule, beaucoup **n'auraient jamais imaginé** se retrouver Place Stanislas de Nancy pour ce bien triste anniversaire. *"Je pensais retourner en Ukraine au bout d'un ou deux mois"*, confie l'un des Ukrainiens réfugiés à Nancy. Comme plusieurs dizaines d'autres, il s'est mobilisé samedi 24 février 2024 avec son drapeau sur la Place Stanislas, deux ans après le début de l'offensive russe dans son pays. *"De voir beaucoup d'Ukrainiens ensemble, dans l'unité, c'est bien"*, confie-t-il. Parce que beaucoup ici ont chaud au cœur en voyant ce soutien, mais estiment que si une sortie du conflit doit intervenir, ça sera **en se serrant les coudes**, mais pas seulement entre Ukrainiens, **entre Européens.** *"Sans l'aide de l'Europe, ça n'est pas possible et il y a quelques mois, l'aide n'était pas suffisante malheureusement"*, dit un autre ukrainien. Une situation encore complexe sur le front qui retarde donc le retour en Ukraine, bien que **tout le monde le souhaite un jour.** *"J'aimerais retourner un jour pour vivre dans mon pays en paix"*, résume, elle, qui a quitté Kiev en mars 2022 sans parler un mot de Français à l'époque. Mais personne ne peut dire quand elle pourra exaucer son vœu.

<https://www.francebleu.fr/infos/international/des-dizaines-de-drapeaux-ukrainiens-sur-la-place-stanislas-de-nancy-2-ans-apres-le-debut-de-l-invasion-russe-5181625>

PARIS

Les J.O et le social

Pour préparer les jeux olympiques de 2024 à Paris, Utopia 56 observe une nette hausse des **expulsions de campements** sur lesquels survivent les personnes exilées, lesquels donnent systématiquement lieu à des **déplacements en région, sans solution d'hébergement pérenne** pour une partie d'entre elles. En multipliant ces alertes (communiqué de presse du 19 février 2024) au *Comité d'Organisation des Jeux Olympiques (COJO)* à la Préfecture de Police et à la Préfecture de Paris et d'Île-de-France, le collectif *Le revers de la médaille* œuvre à ce qu'un **réel dispositif de prise en charge de la question sociale** soit mis en place. « Ainsi, nous avons été reçus ce vendredi 16 février par le COJO, afin de leur proposer **quatre engagements concrets pour limiter l'impact négatif** de ces Jeux et construire, main dans la main avec les associations, un **héritage social positif.** Nous leur avons demandé :

- **Un engagement public** en matière de lutte contre l'exclusion de Paris 2024.
- La mise en place d'un **fonds de solidarité "olympique"**, abondé par les sponsors et leurs fondations, à destination des acteurs associatifs pour financer la continuité, l'adaptation et la mise en place des dispositifs sociaux avant, pendant et après les JO.
- **Un véritable plaidoyer** de leur part sur l'hébergement des personnes à la rue auprès des services de l'État, afin que **7 000 places d'hébergement** soient ouvertes en Île-de-France et que soit créé un **centre d'accueil humanitaire.**
- Enfin, nous leur avons demandé de **jouer le rôle de facilitateur** auprès des interlocuteurs,

notamment auprès du Ministère de l'Intérieur, de la Préfecture de Police et de la Préfecture d'Île-de-France.

Bien qu'ayant été entendus, **aucun engagement concret n'a pour l'instant été pris** par le COJO. D'ici à la fin février, nous porterons nos propositions à la Préfecture de Police et à la Préfecture de Paris et d'Île-de-France. Les personnes concernées par les dispositions de nettoyage social sont nombreuses, les besoins d'accès aux services sociaux et d'accompagnement sont constants. **Si Paris se veut magnifique cet été, cela ne peut pas se faire au profit des plus précaires. À cinq mois de l'ouverture des jeux, l'urgence est là.**

<https://utopia56.org/jo-2024-paris-sera-magnifique-mais-au-detriment-de-qui/>

https://lereversdelamedaille.fr/wp-content/uploads/2024/02/CP-le-revers-de-la-medaille-19_fev_24.pdf

TOULOUSE

Le 23 février 2024, vers 7h, les forces de l'ordre sont intervenues pour évacuer les locaux de l'Université Paul-Sabatier, occupés illégalement par **267 jeunes migrants**. Plus de trois mois après l'ordonnance d'expulsion (rendue le 21 novembre 2023), les policiers sont finalement intervenus ce vendredi matin à l'aube, sur la demande de la présidente de l'université. L'intervention a duré toute la matinée. Ces jeunes gens, en grande majorité africains, occupaient illégalement un ancien laboratoire de chimie désaffecté dans la faculté toulousaine depuis un an. Le bâtiment doit être restauré. Le tribunal administratif explique que l'état du bâtiment, quasiment insalubre, et l'absence de sanitaires justifient cet ordre d'évacuation. Le Conseil départemental de la Haute-Garonne affirme avoir pris en charge une mère isolée avec un enfant de moins de trois ans. Trois jeunes présents sur le site ont été orientés vers la structure mandatée par le Département, pour évaluer leur minorité. Douze clandestins ayant commis des infractions ont été conduits au centre de rétention administrative de Cornebarrieu, dans l'optique d'être reconduits à la frontière.

Tous les autres occupants du squat, soit environ 230 personnes, ont dû quitter les lieux et se retrouvent dans la nature, sans accompagnement spécifique, ce que dénonce AutonoMIE, un collectif de soutien aux mineurs isolés. L'une de ses membres: *"On se retrouve avec des mômes à la rue qui, en plus, se sont dispersés parce qu'ils ont peur de la police. Là c'est sûr, on se retrouve avec des gamins perdus dans Toulouse, c'est une catastrophe."* *"Normalement, il devait y avoir des travailleurs sociaux sur place, pour proposer des relogements. On a pu voir qu'il n'y avait aucun interlocuteur."* *"Les associations n'ont pas trouvé de solution non plus"*, déplore-t-elle, qui accuse une expulsion de dernière minute. *"Pourtant la présidente de l'université s'était engagée à ne pas demander d'expulsion pendant l'hiver. Ça s'est passé cette semaine parce que les étudiants sont encore en vacances, le but c'était que ça soit le plus invisible possible."*

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/plus-de-250-personnes-evacuees-d-un-batiment-desaffecte-de-l-universite-paul-sabatier-a-toulouse-3719111>

TOURS

Quatre passeurs ont comparu vendredi 16 février 2024 devant le tribunal judiciaire de Tours. Ces Kurdes d'Irak sont accusés d'aide au séjour irrégulier en bande organisée et d'associations de malfaiteurs. Ils sont suspectés d'avoir fait passer une centaine de migrants vers l'Angleterre en se cachant dans des camions. Deux d'entre eux ont été interpellés dans un appartement d'Île-de-France et deux autres sur une aire d'autoroute du Pas-de-Calais. Ils ont été placés en détention provisoire en attendant leur procès prévu le 27 mars 2024. L'enquête a débuté en octobre 2023 après la découverte de migrants par un chauffeur à l'arrière de son camion garé sur l'aire de Fontaine-Colette, sur l'autoroute A10 au sud de Tours. Les passeurs agissaient de nuit, pour plus de discrétion. Pendant plusieurs mois, l'Office de lutte contre le trafic illicite de migrants (Oltim) de Rennes et de Lille a mené des investigations. Les enquêteurs ont découvert que le groupe opérait principalement sur l'aire de Sarthe-Touraine, sur l'autoroute A28. Au moins 25 actions nocturnes ont été recensées d'octobre 2023 à février 2024. Les passeurs ouvraient les camions, regardaient les étiquettes de destination de la marchandise et les chargeaient de migrants. Les trafiquants faisaient payer entre 5 000 et 6 000

euros par personne le passage vers l'Angleterre. Si les exilés tentent de plus en plus de rallier les côtes britanniques en traversant la Manche sur des embarcations précaires, se cacher à l'arrière d'un poids-lourds reste une méthode très empruntée. Et les risques sont tout aussi importants.

MANCHE

UN IMPORTANT RESEAU DE PASSEURS DEMANTELE

Dans un coup de filet ayant impliqué les autorités françaises, belges et allemandes, coordonné par Europol et Eurojust, 19 personnes soupçonnées d'être des passeurs, dont *"cinq cibles de grande valeur"* et le principal chef du réseau, ont été arrêtées en Allemagne, a annoncé, jeudi 22 février 2024, l'agence européenne de police luttant contre le crime organisé. L'investigation, qui a duré 18 mois, *"s'est concentrée sur un réseau irako-kurde soupçonné de faire passer clandestinement des migrants irréguliers du Moyen-Orient et d'Afrique de l'Est depuis la France vers le Royaume-Uni"*, a précisé Europol. Pour ce qui est de leur mode opératoire, des conducteurs transportaient les migrants jusqu'au bord de la Manche *"jusqu'à huit bateaux à la fois"* de l'Allemagne vers la France, puis les chauffeurs se positionnaient à des aires de repos en Belgique, et conduisaient *"le matériel sur place au moment du départ"*, détaille l'agence européenne dans son compte-rendu. Les membres de ce réseau coordonnaient parfois huit passages durant une nuit, à l'aide *"d'embarcations pneumatiques de mauvaise qualité"* – ni adaptées, ni sûres pour le transport de plus de dix personnes. Des embarcations qui en accueilleraient au contraire 50 ou 60 dans des conditions particulièrement précaires.

Environ **700 policiers ont participé** à une vaste razzia dans quatre régions allemandes, dans près de trente endroits. En tout, **28 perquisitions** ont eu lieu, dans des appartements et des lieux de stockage du matériel utilisés par les passeurs. *"Au total, les enquêteurs ont rassemblé des preuves reliant au moins 55 départs facilités uniquement par ce réseau de passeurs"*, a souligné l'agence. Les saisies incluent notamment douze bateaux pneumatiques, 179 gilets de sauvetage, 81 dispositifs de flottaison pour enfants, 60 pompes à air, dix moteurs, des armes et espèces, indiquent les forces de l'ordre. Les suspects, tous basés en Allemagne, *"ont organisé l'achat, le stockage et le transport de bateaux pneumatiques en vue de leur utilisation ultérieure pour faire passer clandestinement des migrants depuis les plages proches de la ville française de Calais vers le Royaume-Uni"*, a aussi précisé Europol. Ils ont également perçu *"entre 1 000 et 3 000 euros par migrant pour une place à bord du dangereux navire"*. Un vaste réseau criminel *"très professionnel"*, avec des branches chargées d'organiser la livraison de grandes quantités *"d'équipements nautiques"* vers l'Union européenne.

L'Allemagne est régulièrement citée par les enquêteurs comme l'une des bases arrière du trafic de canots gonflables destinés aux traversées de la Manche. Le trafic de migrants est *"une menace toujours mortelle, n'a pas manqué de rappeler Europol. Les activités de trafic illicite de migrants via de petits bateaux n'ont cessé d'augmenter depuis 2019, avant de devenir en 2021 le mode opératoire le plus couramment utilisé pour le trafic illicite de migrants de l'UE vers le Royaume-Uni, dépassant le trafic illicite par camion"*. En 2023, près de 30 000 migrants ont traversé illégalement la Manche sur des petites embarcations, et déjà cinq personnes sont mortes en Janvier 2024 alors qu'elles tentaient de rejoindre un canot à la mer, dans une eau glaciale.

<https://www.europol.europa.eu/media-press/newsroom/news/five-high-value-targets-arrested-one-of-largest-networks-smuggling-migrants-across-english-channel-halted>

145 MIGRANTS SECOURUS EN UNE JOURNEE

Alors que les députés britanniques ne cessent de s'écharper sur la mise en application du projet d'expulsion vers le Rwanda, les traversées de la Manche, elles, ne faiblissent pas. Samedi 17 février 2024, plus de 145 exilés ont été secourus au large des côtes françaises : 140 par deux navires affrétés par l'État, et cinq autres personnes d'une même famille après que leur canot a chaviré, ont indiqué la préfecture maritime de la Manche et de la Mer du Nord (Premar) et celle du Pas-de-Calais.

Les autorités ont d'abord secouru samedi matin 17 février 2024, 57 migrants en détresse après une avarie survenue sur leur embarcation. Les naufragés ont *"été débarqués et pris en charge par les services de secours à terre"* au port de Calais. Un peu plus tard, en milieu de journée, 75 personnes présentes à bord d'un canot demandant assistance, ont aussi été secourues. *"Elles ont été déposées au port de Boulogne-sur-Mer en présence des équipes de secours"*

Dans le même temps, cinq autres exilés, dont un bébé de quatre mois, ont été repêchés après le chavirage de leur embarcation près de Boulogne-sur-Mer. *"En hypothermie"*, ils ont été conduits *"vers l'hôpital le plus proche"* mais leur état n'inspirait pas d'inquiétude, a précisé la préfecture. Ces personnes sont toutes issues d'une même famille kurde.

GEO BARENTS

Un peu avant 3h du matin, dimanche 18 février 2024, l'équipage du Geo Barents reçoit une alerte de Frontex : des personnes ont été repérées sur une plateforme pétrolière tunisienne abandonnée, au beau milieu de la Méditerranée. Le navire humanitaire se met en chemin. En route, MSF reçoit alors une seconde alerte, de la plateforme d'aide aux migrants en mer Alarm Phone, qui lui indique la position d'un canot pneumatique en détresse dans les environs. Le Geo Barents priorise en fonction de la position géographique : il se rend tout d'abord sur le lieu du 2e appel, plus proche. *"Quand notre premier zodiac est arrivé, la tension était à son comble sur le canot. Les passagers étaient complètement paniqués"*, raconte le chef de mission MSF pour les opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée centrale, à bord. *Presque tout de suite, les naufragés nous ont annoncé la mauvaise nouvelle : une passagère était morte dans le canot"*. Originaires d'Éthiopie, d'Érythrée et du Soudan, et partis de Zouara en Libye, **les exilés sains et saufs** sont récupérés sur le zodiac, puis emmenés sur le Geo Barents. Un membre de l'équipe médicale a ensuite procédé à l'examen du corps, toujours dans le canot, et a confirmé le décès. Le cadavre a alors été transféré à son tour sur le navire humanitaire, via un pont distinct de celui des rescapés, à l'abri des regards. Une heure plus tard environ, alors que les équipes de MSF distribuent vêtements, eau et nourriture aux rescapés, l'un d'eux, une femme, fait un arrêt cardiaque. *"Le staff médical a tout de suite tenté de la réanimer. Sans succès"*. Le lendemain, deux rescapés du canot pneumatique ont été transférés par hélicoptère dans un hôpital de Malte, *"au vu de la détérioration de leur santé"*. Le premier a quitté le navire au matin, le second, dans l'après-midi.

Un sauvetage "trop compliqué" pour les autorités tunisiennes

Quatre heures plus tard, vers 7h, le Geo Barents arrive enfin à proximité de la plateforme pétrolière. Cela fait **36 heures que 19 exilés**, syriens et égyptiens, **patientent** là. Partis eux aussi de Zouara, leur bateau a pris l'eau après quelques heures de navigation. De peur de sombrer, le groupe a sauté à l'eau et s'est hissé sur la structure métallique. Seuls trois passagers sont restés dans le canot, qui a continué à dériver. Ces trois personnes sont toujours portées disparues. *"Nous craignons pour leur vie et exigeons que les autorités les recherchent !"*, s'inquiète Alarm Phone. Quelques heures plus tôt pourtant, le groupe avait été aperçu par les autorités tunisiennes, venues tout près de la plateforme. *"Elles ont bien vu les naufragés, puis ont fait demi-tour. Elles nous l'ont confirmé"*. D'après les garde-côtes, contactés par le Geo Barents, *"l'opération de sauvetage était trop compliquée"*. Ils sont donc **repartis sans avoir prodigué une quelconque aide** aux naufragés. Les 19 migrants sont *"physiquement en bonne santé"*, affirme le chef de mission. *"Mais ils sont très éprouvés psychologiquement par la disparition de leurs trois compagnons de voyage. C'est très difficile"*

Quatre longs jours de navigation avant débarquement

Lundi 19 février 2024, les 87 exilés ont été rejoints par **37 autres migrants** – des Bangladais - **récupérés** lors d'un troisième sauvetage par le Geo Barents. Épuisés après quatre jours en mer depuis les côtes libyennes, ces derniers *"vont bien"*. Le sauvetage de ce canot en fibre de verre,

repéré également par Alarm Phone, "a été réalisé en coordination avec les autorités italiennes" et "grâce au précieux soutien" de l'association Pilotes Volontaires, qui sillonne la zone à bord de son avion de surveillance. L'ensemble des migrants, **108 adultes et 13 mineurs** dont un non accompagné, "sont désormais en convalescence et soignés sur le Geo Barents après ces épreuves traumatisantes", indique encore l'ONG. Les autorités italiennes ont assigné **Bari, comme port de débarquement**. Soit "à quatre jours de navigation de la plateforme pétrolière". "Les autorités ne se rendent pas compte de la situation à bord. Les exilés sont complètement éreintés, les équipes de MSF courent partout pour essayer d'aider tout le monde. C'est très difficile. On a insisté pour débarquer dans un port plus proche, mais on nous l'a refusé". L'état de santé des rescapés n'influence pas la décision des autorités italiennes. Seul le mauvais temps peut jouer sur leur décision. Les rescapés du Geo Barents devront donc encore patienter quelques jours sur le pont du navire qui leur est réservé, malmenés par les hautes vagues et les rafales de vent qui jalonnent cette route. À l'extérieur du navire, dans deux compartiments blancs postés derrière la passerelle, gisent aussi les deux femmes qui n'ont pas survécu à leur tentative d'exil. À cause de la distance qui les séparent de Bari, "leurs enterrements sont retardés de manière injustifiable".

Les navires humanitaires ont ainsi réalisé plus de 150 538 km en un an pour emprunter des routes "inutilement longues", ce qui représente plus de trois fois et demi la distance d'un tour du monde. "Ce n'est pas une coïncidence, mais bien une tactique politique", assure SOS Humanity.

UNION EUROPÉENNE

ALLEMAGNE

Les ressortissants d'Asie du Sud-Est apprennent l'allemands pour immigrer

Dans toute l'Asie du Sud-Est, l'intérêt pour apprendre l'allemand grandit, alors que Berlin fait **appel à un nombre croissant de travailleurs qualifiés** de la région. Au Vietnam, explique le directeur du département des langues au Goethe-Institut d'Ho Chi Minh-Ville, (l'équivalent allemand de l'Institut français dans le monde), le nombre d'examens d'allemand a progressé de plus de 150 % depuis 2019, et ce nombre pourrait bientôt tripler. Dans toute l'Asie du Sud-Est, on assiste à un intérêt grandissant pour la langue de Goethe, alors que selon une estimation, l'Allemagne **aurait besoin d'environ 150 000 de personnes supplémentaires dans le secteur de la santé**. Des recrutements ont lieu dans le cadre d'un nouveau programme pour attirer du personnel venu du Vietnam, d'Indonésie et des Philippines. Près de 14 000 personnes apprennent l'allemand au Vietnam, 15 000 en Malaisie et plus de 17 000 en Thaïlande, selon le ministère allemand des Affaires étrangères. "Le soutien à l'apprentissage et à l'enseignement de la langue allemande est depuis longtemps une priorité de la politique étrangère de l'Allemagne dans le domaine de la culture et de l'éducation", explique le porte-parole du ministère. "En encourageant l'apprentissage de l'allemand, les étudiants apprennent à mieux connaître le pays, son peuple et sa culture, mais nous leur donnons également accès aux opportunités de la plus grande économie d'Europe, avec d'excellentes universités et des réseaux scientifiques et académiques de pointe."

En août 2023, à Singapour, le ministère local de l'Education a mis en place un programme pilote permettant à 120 élèves d'une vingtaine d'écoles secondaires d'apprendre le français ou l'allemand comme troisième langue, dans le cadre d'un partenariat gouvernemental avec l'Alliance française de Singapour et le Goethe-Institut. Plus de 1 500 élèves se sont portés candidats pour la phase pilote du programme. Les autorités de Singapour comptent d'ailleurs augmenter le nombre de places disponibles et proposer des niveaux de formation encore plus élevés. "Cette hausse [de l'intérêt] est alimentée par la nouvelle loi allemande sur l'immigration des travailleurs qualifiés", adoptée par l'Allemagne en novembre 2023 et qui simplifie l'immigration de travailleurs issus de pays en dehors de l'Union européenne. Les exigences en matière de langue allemande ont notamment

été revus à la baisse, bien que les visas de plus longue durée requièrent encore un certificat attestant un niveau de langue avancé.

Début 2023, le ministre allemand du Travail, déclarait que l'Allemagne manquerait d'environ 7 millions de travailleurs d'ici à 2035 *"si nous ne faisons rien"* pour stimuler l'immigration. *"Les gens voient que leurs chances d'entrer sur le marché du travail allemand sont plus élevées que jamais et qu'une bonne connaissance de l'allemand est la clé d'une perspective à long terme dans le pays"*. L'Autriche germanophone recrute également de nombreux professionnels de la santé en Asie, en particulier aux Philippines. Un programme parrainé par le gouvernement prévoit que le personnel infirmier sera rémunéré par l'Etat pour étudier l'allemand une fois arrivé dans le pays, en espérant ensuite retenir ces personnes à long terme. Au-delà du secteur de la santé et des emplois qualifiés, des médias vietnamiens rapportent depuis l'année dernière que de nombreux travailleurs migrants ont quitté leur emploi au Japon pour des postes mieux rémunérés en Allemagne, notamment dans la cueillette de légumes et d'autres emplois peu qualifiés. Une étude publiée en octobre 2023 s'est penchée sur l'activité des instituts de langue allemande dans 69 pays entre 1977 et 2014. Les chercheurs ont constaté une corrélation positive entre le nombre de Goethe-Instituts dans un pays et la migration de sa population vers l'Allemagne.

Mais l'intérêt pour l'allemand ne se limite pas à la recherche d'emploi. *"La majorité des étudiants souhaitent poursuivre leurs études dans des universités allemandes"*, explique une personne de la Société germano-malaisienne, basée à Penang (Malaisie). D'autres sont intéressés par le programme allemand de formation professionnelle qui permet aux étudiants non ressortissants de l'UE de travailler et de se former dans des entreprises allemandes en tant qu'apprentis. *"Certains étudiants souhaitent simplement apprendre une autre langue par intérêt personnel"*. En septembre, l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) a indiqué que plus de 370 000 étudiants étrangers avaient fréquenté des universités allemandes au cours du dernier semestre, ce qui constitue un nouveau record pour le pays et le place en troisième position dans le classement mondial. Une étude de l'OCDE a par ailleurs révélé que l'Allemagne faisait partie des pays où les étudiants étrangers finissent par rester le plus longtemps une fois leur diplôme obtenu. Ainsi, plus de 60 % des étudiants ayant obtenu un visa d'études en 2015 vivaient toujours en Allemagne en 2020.

"De nombreux programmes et établissements d'enseignement en Indonésie ont des départements de littérature allemande et, sur certains campus, il existe même des clubs d'allemand créés par les étudiants eux-mêmes" à Jakarta. Le directeur du Goethe-Institut, estime également que la façon dont les Asiatiques du Sud-Est apprennent l'allemand est en train de changer. *"Aujourd'hui, de plus en plus de personnes semblent se rendre compte que plus un niveau de langue est élevé plus il augmente les chances de non seulement partir en Allemagne, mais aussi de réussir dans ce pays"*. *"à l'avenir, les étudiants d'Asie du Sud-Est n'étudieront plus pour simplement obtenir leur certificat d'allemand. Ils étudieront pour avoir le meilleur niveau possible en allemand avant leur départ."*

BULGARIE

Dix ans après son ouverture, en 2013, le plus grand centre d'accueil de Bulgarie, à Harmanli (sud-est du pays), est un lieu bondé, sordide, et parfois violent. À l'époque, les 1 500 lits du camp étaient considérés comme largement suffisants pour le nombre de demandeurs d'asile traversant la frontière turque. Une décennie plus tard, les conditions de vie dans le camp sont intolérables, disent ceux qui se trouvent à l'intérieur. *« Il n'y a pas d'oreiller, un seul drap, et les lits sont sales, tout comme les salles de bain »*, raconte un diplômé en littérature anglaise de 27 ans qui a fui la guerre civile qui fait rage en Syrie depuis 2011. *« Ils nous donnent deux repas par jour, jour, mais la plupart d'entre nous n'en mangent pas parce que la nourriture est trop mauvaise. »* La préoccupation la plus grave, écrit une personne du Comité Helsinki bulgare dans la base de données annuelle d'informations sur l'asile du pays publiée en avril 2023, est *« la sécurité des demandeurs d'asile hébergés dans le centre »*, citant la présence de passeurs et de trafiquants de drogue et les travailleuses du sexe qui accèdent au camp *« sans aucun contrôle du personnel de sécurité privé »*.

CROATIE

Permis de travail aux travailleurs étrangers

Le ministère de l'Intérieur a annoncé que des règles plus strictes allaient être mises en place pour la délivrance des permis de travail aux travailleurs étrangers. Les contrôles porteront principalement sur les employeurs, parfois soupçonnés d'abuser du système. Un ratio sera également introduit entre le nombre d'employés croates et étrangers. Le nombre de permis de travail par entreprise sera également limité, afin de démanteler les réseaux qui importent des travailleurs étrangers en Croatie avant de leur permettre de gagner un autre pays de l'Union européenne. En 2023, la Croatie a délivré 172 499 permis de travail à des ressortissants étrangers. Beaucoup sont employés dans la construction, l'hôtellerie ou le tourisme, mais certains ne font que transiter par la Croatie.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

ESPAGNE

La police démantèle un trafic de migrants sénégalais

La police espagnole a démantelé un réseau qui organisait un trafic de migrants sénégalais qui se faisaient passer pour des mineurs. Ce réseau permettait de les faire entrer illégalement sur le territoire espagnol, et donc dans l'Union européenne. Au total, douze personnes ont été interpellées. Le système fonctionnait bien, jusqu'au moment des arrestations policières. Dans un premier temps, les organisateurs de ce réseau mettaient des adultes sénégalais dans des avions de la compagnie Royal Air Maroc partant de Dakar et allant vers Casablanca, au Maroc. Ensuite, il était donné à ces passagers des billets d'avion ayant pour destination des pays sud-américains avec transit à Madrid. Or, en atterrissant dans la capitale espagnole, ces migrants sénégalais ne prenaient pas la correspondance. Ils déchiraient leurs passeports respectifs, puis affirmaient à la douane provenir de pays en conflit comme le Mali ou l'Éthiopie. Ils assuraient aussi être mineurs; ce qui leur permettait d'être transférés vers des centres d'accueil pour migrants. Comme ces centres étaient ouverts, ils mettaient fin à leur demande d'asile. Moyennant argent, ils se voyaient amener par les organisateurs du réseau vers des gares de bus ou de train, voire même directement vers la France, l'Allemagne ou la Belgique.

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20240216-espagne-la-police-d%C3%A9mant%C3%A8le-un-traffic-de-migrants-s%C3%A9n%C3%A9galais>

Canaries

La route migratoire la plus mortelle vers l'Europe

C'est désormais la troisième route migratoire entre l'Afrique et l'Europe et elle passe par l'archipel espagnol des Canaries, à 1 500 kilomètres à l'ouest des côtes marocaines, mauritaniennes et sénégalaises. Plus de 39 000 migrants sont arrivés sur l'archipel en 2023, un record. Cette nouvelle route, c'est aussi une des plus dangereuses au monde. Plus de 6 000 morts en 2023, selon les ONG. Au Maroc, pays qui a renforcé la surveillance de son littoral, les chiffres des départs ont baissé en 2022, moins 30% par rapport à 2021. L'accord entre l'Espagne et le Maroc sur le Sahara occidental a permis de fermer le passage des enclaves de Ceuta et Melilla... mais a poussé les migrants à tenter le passage vers les Canaries. Cette route est utilisée par les jeunes Sénégalais qui veulent ou qui doivent partir en Europe sous la pression économique et familiale. Des accords entre l'Europe et les pays côtiers de l'ouest de l'Afrique ont renforcé la surveillance du littoral. Et pour empêcher les départs, des contrôles, bien souvent, conduisent les migrants à emprunter d'autres routes plus longues et plus dangereuses. La présidente de la Commission européenne était en visite en Mauritanie la semaine dernière pour renforcer la coopération avec Nouakchott.

FINLANDE

Nouvelles mesures pour renforcer la sécurité à sa frontière avec la Russie

Mardi 20 février 2024, la ministre de l'Intérieur finlandaise a lancé officiellement l'alerte : . *"Nous disposons d'informations selon lesquelles des milliers de personnes attendent de passer en Finlande du côté russe"*, a déclaré la ministre. Cela représente *"une menace pour la société"*. Mais la réalité est bien différente, selon un professeur à l'université de l'est de la Finlande et spécialiste des questions frontalières. *"Il n'y a aucune preuve tangible qui confirme cela. Les chiffres dont parle la ministre ne sont que des estimations, pas des données vérifiées. Il n'y a en ce moment que quelques migrants qui attendent de passer côté finlandais"*, estime-t-il au micro de Julien Chavanne, du service international de RFI. Le gouvernement finlandais préparerait les esprits à un durcissement du droit d'asile. Les migrants pourraient être retenus à la frontière, longue de 1 340 km, le temps que leur dossier soit examiné, selon le ministère de l'Intérieur. Ce dernier a en effet déclaré lundi 19 février 2024 qu'il mettrait rapidement en place de nouvelles lois afin de renforcer la sécurité aux frontières et de lutter contre l'instrumentalisation des flux migratoires par Moscou. La proposition devrait être présentée au Parlement en mars 2024. La Finlande a déjà renforcé ses patrouilles le long de sa frontière. Frontex a déployé 55 agents sur place début décembre. Le pays nordique a également entamé en février 2023 la construction d'une clôture de trois mètres de hauteur sur 200 km à sa frontière, pour endiguer de potentiels futurs mouvements de populations. Pour le professeur, cette réaction d'Helsinki est déjà une victoire pour la Russie. *"Clairement, ça a secoué la société finlandaise. Et la réaction du gouvernement a été très forte. Donc si l'objectif de la Russie était de déstabiliser et de secouer les Finlandais, dans ce cas, ils ont réussi. Mais à la fin, ce ne sont pas les migrants le problème"*.

Plus de 1 300 demandeurs d'asile originaires du Yémen, de la Somalie ou de Syrie sont entrés en Finlande depuis la Russie entre août et décembre 2023, selon les autorités finlandaises. Un volume inhabituel pour le petit pays nordique de 5,5 millions d'habitants, qui dénombre d'ordinaire plutôt une dizaine de demandeurs d'asile chaque mois à cette frontière. Le pays scandinave **accuse depuis plusieurs semaines Moscou d'orchestrer une crise migratoire à ses portes**. De son côté, le Kremlin nie et rejette ces accusations. Malgré tout, la frontière avec la Russie restera fermée au moins jusqu'au 14 avril 2024, a déclaré le gouvernement, si ce n'est plus. Car d'après Helsinki, avec une météo plus clémente, les migrants pourraient être davantage encouragés à traverser la frontière, avec le soutien appuyé des autorités russes.

GRECE

En 2023, la Grèce a régularisé 3405 migrants bangladais dans le cadre d'un protocole d'accord signé entre Athènes et Dhaka l'année précédente. Des milliers d'autres personnes ayant déposé une demande dans le cadre de ce programme attendent toujours une décision finale. La Grèce autorisait les Bangladais sans papiers à demander un permis de séjour légal. La période de candidature était du 11 janvier au 31 décembre 2023. Pour être éligibles, les candidats devaient avoir un passeport bangladais valable au moins deux ans, une preuve qu'ils vivaient en Grèce avant le 9 février 2022 et une preuve qu'ils avaient un emploi s'ils voulaient conserver leur statut légal. Ceux qui souhaitaient profiter de cette opportunité devaient d'abord s'inscrire auprès de l'ambassade du Bangladesh à Athènes, avant de postuler en ligne via le site Web du gouvernement grec. Selon les informations fournies par les autorités grecques, un total de 10 337 Bangladais en situation irrégulière ont demandé une régularisation en 2023 dans le cadre du protocole d'accord. 1009 candidatures ont été annulées pour diverses raisons. Cependant, l'ambassade du Bangladesh à Athènes a informé le 21 février 2024 que ceux dont la demande avait été rejetée pouvaient présenter une nouvelle demande, à condition de remplir les conditions spécifiées.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

IRLANDE

manque grandissant de solutions d'hébergements

Dans un rapport paru cette semaine, le Haut-commissariat pour les réfugiés des Nations Unies évalue la politique d'accueil irlandaise. Il appelle le gouvernement à des "mesures

extraordinaires" contre le manque grandissant de solutions d'hébergements pour les demandeurs d'asile. Ceux-ci font face, dans le même temps, à un taux de protection de plus en plus faible.

Près de 600 demandeurs d'asile se sont vu refuser le statut de réfugié par l'Irlande en janvier 2024, d'après les dernières statistiques du ministère de la Justice irlandais. C'est deux fois plus qu'en janvier 2023, lorsque 261 personnes avaient essuyé un refus. En 2022, le chiffre était encore plus bas, avec 14 refus seulement. Le nombre de demandes a certes augmenté, d'une année à l'autre. Mais cela n'explique que partiellement le phénomène. Il suffit de regarder le taux de refus : celui-ci était de près de 60 % pour toute l'année 2023, sur 5 000 demandes traitées. Tandis qu'en 2022, ce taux de refus n'était que de 18 %, sur 875 demandes traitées. Cette tendance risque de se poursuivre : le gouvernement a annoncé, en début d'année, de nouvelles restrictions sur les demandes d'asile. L'Algérie et le Botswana vont être ajoutés à la liste des "pays sûrs". Et ce, à l'occasion d'une réforme plus large à venir visant à accélérer les délais de traitement des demandes d'asile. Le Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU (UNHCR) a épinglé dans un rapport la politique d'accueil irlandaise. L'agence onusienne demande au gouvernement irlandais d'accueillir *"immédiatement"* les primo-arrivants en s'assurant qu'ils *"ne se retrouvent pas dans une situation de sans-abri ou de dénuement"*. Jeudi 15 février 2024, le HCR est auditionné à ce sujet par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies. Cette instance va examiner la politique irlandaise au regard de ses obligations internationales, et émettra à son tour des recommandations.

Le sans-abrisme devient en effet un enjeu majeur. Depuis le 4 décembre 2023, le gouvernement a cessé de proposer un hébergement à tous les nouveaux demandeurs d'asile, pourtant bel et bien éligibles à une mise à l'abri, rappelle la radio-télévision publique irlandaise. Les premiers pénalisés sont les hommes seuls, sans vulnérabilité particulière, qui constituent la majorité des arrivants. Dans son dernier rapport hebdomadaire, le Service international d'hébergement et de protection enregistre 35 % d'hommes seuls, sur les 326 arrivées lors de la semaine du 5 au 11 février 2024. Un ratio peu ou prou identique à celui de la semaine précédente. Première nationalité de ces arrivants : le Nigeria. Si le HCR salue la priorité donnée aux enfants, femmes et personnes vulnérables, il se dit *"profondément préoccupé par le fait que les hommes célibataires se retrouvent sans logement"*. Avant de souligner : *"Donner la priorité aux candidats les plus vulnérables ne peut justifier le refus des droits humains fondamentaux, tels qu'un abri adéquat, à d'autres candidats"*. Pour justifier ses restrictions en matière de mise à l'abri, le gouvernement irlandais a mis en avant le manque d'hébergements disponibles. *"Malgré des efforts intensifs pour trouver un hébergement d'urgence, le Ministère n'est actuellement pas en mesure de fournir un hébergement à tous les demandeurs de protection internationale en raison de la grave pénurie"*. Les dernières statistiques officielles indiquent que sur les 1275 demandeurs d'asile qui se sont présentés depuis le 4 décembre 2024 pour un hébergement, seuls 144 se sont vus offrir une mise à l'abri. Le HCR reconnaît que le pays est confronté à des *"défis importants pour garantir un logement convenable aux nouveaux arrivants"*, mais il rappelle *"l'obligation morale et légale de répondre aux besoins fondamentaux des personnes qui viennent en Irlande"*. Pour l'agence onusienne, il s'agit d'une *"situation d'urgence qui exige que le gouvernement prenne des mesures extraordinaires pour garantir qu'il puisse répondre à ces besoins humanitaires fondamentaux"*.

Au-delà du sans-abrisme, le HCR s'inquiète du fait que *"la majorité des demandeurs, soit plus de 17 000, sont hébergés dans des centres d'urgence à travers l'Irlande"* alors que ces centres *"ne sont pas soumis à des inspections indépendantes"*. Le centre Mosney, par exemple, accueille près des centaines de demandeurs d'asile à une trentaine de kilomètres de Dublin, est régulièrement critiqué par les ONG. Ce type d'hébergement, les *"distribution centers"*, sont qualifiés de *"système odieux"* par l'ONG Movement of Asylum Seekers in Ireland (Mouvement des demandeurs d'asile en Irlande, MASI). Les demandeurs d'asile y sont soumis à certaines restrictions comme un couvre-feu ou l'impossibilité de cuisiner par eux-mêmes. Les ONG décrivent aussi les difficultés à être accompagnés vers la recherche d'emploi ou la formation, notamment linguistique. Ce système d'hébergement, conçu pour l'urgence, est en théorie limité à six mois. En pratique, des nombreux

migrants y restent plusieurs années.

Depuis un an, l'Irlande est également confrontée à une montée de l'extrême droite. Des rassemblements et manifestations antimigrants, jusque-là rares, se multiplient sur le territoire. Il y a un an, le 7 février 2023, à Dublin, plus de 2 000 personnes sont descendues dans la rue sous le slogan : "*L'Irlande est pleine à craquer*".

https://www.unhcr.org/ie/media/unhcr-ireland-written-submission-committee-economic-social-and-cultural-rights?_kx=msttV65qZCf3FBrzLM8X_HBUUTD4fEGDLsEIYnBu-5U.TCGyWE

ITALIE

Renvoyer des migrants en Libye est illégal, selon la Cour de cassation italienne

Le 30 juillet 2018, le navire de ravitaillement Asso Ventotto avait porté assistance à 101 migrant - dont cinq mineurs et cinq femmes enceintes - en détresse près d'une plateforme pétrolière située dans les eaux internationales, au large des côtes libyennes. L'équipage et la société Augusta Offshore, propriétaire du navire, avait affirmé avoir contacté le centre de coordination des secours maritimes (MRCC) de Rome qui l'avait orienté vers le centre de commandement maritime libyen. Tripoli leur avait ensuite donné l'instruction de ramener les migrants sur son sol, en collaboration avec un représentant des garde-côtes libyens qui était monté à bord de l'Asso Ventotto. Mais d'après des documents, aucun appel n'a été passé au MRCC italien. De plus, le parquet de Naples n'avait trouvé aucune preuve que le MRCC libyen avait été alerté. Le registre du navire ne mentionnait pas non plus la présence d'un fonctionnaire libyen à bord. Le parquet de Naples avait à l'époque estimé que rien n'avait été fait par l'Asso pour identifier les exilés, vérifier leur état de santé, si les mineurs étaient non accompagnés ou demander aux personnes secourues si elles souhaitaient demander l'asile. Autant de points en contravention avec les conventions internationales.

La plus haute juridiction du pays, la Cour de cassation, a confirmé la **condamnation du capitaine** de l'Asso Ventotto, qui avait été reconnu coupable en première instance, en 2021, par un tribunal de Naples de violation du droit international. L'homme a, une nouvelle fois, écopé d'un an de prison, selon une information datée du 18 février 2024.

"La Libye n'est pas un pays sûr"

Pour les associations, ce jugement définitif fera jurisprudence dans d'autres affaires similaires. "*Maintenant, il existe un précédent judiciaire qui confirme ce que nous disons depuis des années : la Libye n'est pas un pays sûr*", a Méditerranée saving humans, une ONG de sauvetage en mer. Le bureau italien d'Amnesty international a également salué le verdict et rappelé le droit. "*Refouler les gens vers la Libye et collaborer avec les soi-disant garde-côtes [libyens] va à l'encontre de l'obligation de transporter les personnes secourues vers un endroit sûr*", a insisté l'ONG. L'an dernier, une mission d'enquête de l'ONU sur la situation des droits humains en Libye confirmait que des crimes contre l'humanité avaient été perpétrés contre des migrants dans les prisons. "*Nous ne disons pas que l'UE et ses États membres ont commis ces crimes. Mais le soutien apporté a aidé et encouragé la commission de ces crimes*", a déclaré la mission des Nations unies.

ITALIE - ALBANIE

Avec 77 voix pour, sur les 140 que compte le Parlement albanais, la version finale du texte a été adoptée dans la matinée, grâce au vote de la majorité socialiste et d'une petite formation d'opposition, le parti pour la Justice, l'intégrité et l'unité (PDIU). L'opposition de droite, qui perturbe la tenue des séances du Parlement depuis plusieurs semaines, n'a pas participé au vote. En vertu de l'accord signé en novembre 2023, l'Albanie va accueillir les exilés secourus en mer par les garde-côtes italiens dans deux centres, financés par l'Italie. Le premier installé dans le port de Shëngjin (nord) servira à l'enregistrement des demandeurs d'asile. La structure sera construite sur un périmètre d'environ 240 mètres, et sera entourée d'une clôture de quatre mètres de haut, rehaussée de barbelés. Le deuxième, construit à Gjader (nord), hébergera les migrants dans l'attente du traitement de leur dossier. Les deux centres seront gérés par Rome sur le territoire d'un pays qui ne fait pas partie de

l'Union européenne (UE), mais qui y aspire. Ils devraient ouvrir au printemps 2024. Leur coût est estimé entre 650 et 750 millions d'euros sur cinq ans. Les dépenses pour la construction des deux camps et des infrastructures nécessaires pour leur fonctionnement, la sécurité ainsi que la prise en charge médicale des demandeurs d'asile, seront couvertes à 100% par la partie italienne, selon Tirana. Les autorités italiennes seront aussi chargées du maintien de l'ordre dans les centres, la police albanaise en étant responsable à l'extérieur et lors du "*transport des migrants d'une zone à une autre*". L'Albanie s'est engagée à prendre en charge jusqu'à 3 000 personnes à pleine capacité dans ces structures. Evoquant lundi cet accord, la Première ministre italienne avait indiqué que 36 000 migrants par an pourraient passer par les camps albanais, mais que la réalisation de cet objectif dépendait de la rapidité avec laquelle l'Italie pourrait traiter les demandes d'asile.

Le projet de loi a été vivement critiqué dans les deux pays, dès son annonce en fin 2024. Pour l'opposition albanaise, l'accord constitue un renoncement à la souveraineté territoriale. La droite accuse aussi le gouvernement socialiste de mettre en danger "*la sécurité nationale*". Le député italien et secrétaire du parti d'opposition, avait fustigé "*une sorte de Guantanamo italien, en dehors de toute norme internationale, en dehors de l'UE, sans la possibilité de contrôler la détention des personnes enfermées dans ces centres*". Plus récemment, Amnesty International estimait que cet accord "*risqu[ait] de mettre des vies en péril, et toucherait des personnes en situation déjà vulnérable du fait des circonstances de leur déplacement, ouvrant ainsi un chapitre peu glorieux pour l'Italie.*" Par ailleurs, selon l'ONG, "*aux termes du droit international, la détention automatique est par nature arbitraire et, par conséquent, illégale*".

Depuis son arrivée au pouvoir fin 2022, la Première ministre italienne a fait de la lutte contre l'immigration irrégulière sa priorité. Elle a multiplié les mesures visant à restreindre le droit d'asile en Italie et les activités de sauvetage des navires humanitaires en mer Méditerranée. Une politique qui n'a pas eu d'incidence sur les arrivées de migrants, au contraire. L'an dernier, plus de 158 000 exilés sont arrivés sur le sol italien, contre quelque 105 000 en 2022, d'après les chiffres du ministère de l'Intérieur.

Jeudi 15 février 2024, **le Sénat italien a donné son approbation définitive** au texte qui prévoit d'envoyer les migrants secourus en Méditerranée par les autorités italiennes vers Tirana. Le pays, non membre de l'Union européenne (UE) sera chargé de l'accueil des demandeurs d'asile et de l'examen de leur dossier. Le projet de loi a été validé par 93 voix contre 61 par les sénateurs, après l'adoption par la chambre basse le 24 janvier 2024. **Il doit désormais être validé par le Parlement albanais** pour être pleinement effectif. Dans le cadre de cet accord signé le 6 novembre, l'Albanie s'est engagée à prendre en charge jusqu'à 3 000 migrants à pleine capacité dans des centres spécialement dédiés. Tirana va ainsi ouvrir un **centre dans le port de Shëngjin** (nord), servant à l'enregistrement des demandeurs d'asile. La structure sera construite sur un périmètre d'environ 240 mètres, et sera entourée *d'une clôture de quatre mètres de haut, rehaussée de barbelés*. Le centre de Gjader, lui, hébergera les migrants dans l'attente d'une réponse à leur demande d'asile. Selon les prévisions de Rome, environ 39 000 personnes transiteraient en Albanie par an.

L'Italie contourne ainsi la responsabilité légale d'accueil qui lui incombe lorsqu'un exilé est secouru sur son territoire, maritime en l'occurrence. En Italie, l'accord, avant même son éventuelle entrée en vigueur, a suscité de très nombreuses critiques. "*Publicité électorale*" en vue des élections européennes de juin, "*inutile et coûteux*", "*inhumain et illégitime*" : les députés d'opposition italiens n'ont pas manqué de dénoncer durement cet accord au cours du débat parlementaire. Ils en ont également critiqué le coût, estimé entre 650 et 750 millions d'euros sur cinq ans. Les dépenses pour la construction, le fonctionnement et la sécurisation de ces deux centres et des infrastructures nécessaires, ainsi que pour les soins médicaux des demandeurs d'asile, seront en effet couverts à 100% par la partie italienne, selon les autorités albanaises.

Jeudi, la conférence des évêques italiens a ajouté sa voix à l'opposition, qualifiant l'accord de gaspillage des dépenses publiques. Dans un communiqué, l'archevêque, a déclaré que les

673 millions d'euros budgétisés étaient de l'argent "jeté à la mer", qui aurait pu être utilisé pour créer des emplois ou sauver des vies. Le même jour, Amnesty international regrette l'adoption du projet de loi par le Sénat, qui "*risque de mettre des vies en péril, et toucherait des personnes en situation déjà vulnérable du fait des circonstances de leur déplacement, ouvrant ainsi un chapitre peu glorieux pour l'Italie.*" "*Les personnes débarquées en Albanie et conduites dans les centres sur place, notamment les réfugiés et les demandeurs d'asile, seraient automatiquement placées en détention, sans pouvoir sortir de ces centres pendant une période maximale de 18 mois. Aux termes du droit international, la détention automatique est par nature arbitraire et, par conséquent, illégale*", assure un chercheur au sein de l'ONG. Amnesty international appelle, une nouvelle fois, l'UE à bloquer ce texte. En décembre 2023, la Commission européenne s'était félicitée d'un tel accord, jugé conforme aux obligations de l'Union. Dans une lettre adressée aux États membres, la présidente avait estimé qu'il "*s'agit d'un exemple de réflexion originale, basée sur un partage équitable des responsabilités avec les pays tiers*".

Trieste

La frontière italo-slovène, les migrants y sont oubliés

La frontière entre l'Italie et la Slovénie est celle que les migrants sur la route des Balkans atteignent avec soulagement. Trieste est la ville la plus proche de la zone frontalière dans le nord de l'Italie. De janvier à octobre 2023, plus de 12 000 migrants y sont passés. Mais qu'ils y restent pour quelques jours ou qu'ils demandent l'asile là-bas, ils se retrouvent souvent sans aide. Les associations qui leur viennent en aide demandent à l'État d'intervenir, surtout en pleine hiver. Tous les soirs, des dizaines de migrants qui dorment dans les entrepôts désaffectés du Silos se retrouvent Piazza della Libertà. L'association Linea d'Ombra est présente pour leur venir en aide.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/grand-reportage/20230817-entre-les-mains-prodigieuses-de-lorena-%C3%A0-trieste>

MALTE

Une embarcation de migrants a chaviré vendredi 23 février 2024 au large de Malte lors d'une opération de sauvetage. Un premier bilan fait état de cinq morts dont une femme, a annoncé un responsable des forces armées de la petite île méditerranéenne. Une trentaine de personnes se trouvaient à bord. "*Malheureusement, cinq migrants ont été ramenés sans vie sur la rive*", les secours sont à la recherche d'éventuelles autres victimes. Par ailleurs, huit migrants ont été hospitalisés, tandis que 21 autres ont été conduits dans un centre d'accueil à Safi, dans le sud de l'île. Le bateau serait parti de Libye. Les migrants secourus affirment venir de Syrie, d'Égypte, du Ghana et d'Érythrée. Le bateau, repéré dans la matinée au sud des côtes maltaises, a chaviré alors qu'une opération de sauvetage était en cours. "*Ces bateaux de migrants sont habituellement surchargés de passagers. Lorsque les passagers se déplacent d'un bord à l'autre, il est probable que l'embarcation perde sa stabilité.*" "*Les migrants ont fini en mer*".

Malte s'illustre peu dans les opérations de secours en mer. Depuis des années, l'île mène une politique migratoire stricte et refuse de porter assistance aux migrants qui dépendent de sa zone de sauvetage (SAR zone), et ce malgré les appels des ONG en mer. Quelque 380 migrants sont arrivés à Malte par voie maritime en 2023, selon le Haut-commissariat de l'ONU pour les Réfugiés (HCR), contre plus 150 000 en Italie, à titre de comparaison. La route méditerranéenne reste pourtant meurtrière. Selon l'Organisation internationale des migrations (OIM), 2 500 exilés ont péri en Méditerranée centrale en 2023, contre environ 1 400 l'année précédente.

PORTUGAL

Originaire de Conakry, il est arrivé à Porto, au Portugal en septembre 2022, avant de s'installer à 25 Km, dans les environs de Viseu, une ville de 100 000 habitants. Parti de Guinée début 2022, il a rejoint Tunis pour y suivre des études de médecine, avant de quitter le pays trois mois plus tard après s'être fait agresser. Il arrive en Europe après avoir traversé la Méditerranée. Il traverse l'Italie, la France et l'Espagne avant d'atteindre le Portugal.

"Je suis parti plein d'espoir après avoir pu récupérer des fonds nécessaires pour démarrer mes études en Tunisie, avec l'aide financière de ma famille. J'étais infirmier à Conakry, et je voulais devenir médecin, c'était mon rêve d'enfant. J'ai pu avoir une place à la faculté de médecine de Tunis, c'était une porte de sortie pour m'offrir un avenir meilleur. Mais quelques mois après mon arrivée, on m'a agressé, volé mon argent et tout ce que j'avais. Je ne pouvais plus payer mon loyer ni à manger. Je me suis retrouvé à la rue. J'étais traumatisé, j'étais perdu. J'ai erré dans les rues quelques jours, et j'ai reçu l'aide de quelques Guinéens installés à Tunis. Ils m'ont demandé ce que je voulais faire, et je leur ai dit : 'Je veux fuir au plus vite mais je ne peux pas rentrer chez moi car ce serait une énorme déception pour ma famille'. Je n'avais plus que l'Europe en tête. J'ai senti une belle solidarité de certains de mes compatriotes, qui ont pu réunir une somme d'argent et m'aider à me mettre en contact avec un passeur.

J'avais la peur au ventre, car je déteste la mer, les grandes étendues d'eau, et j'ai eu peur de me noyer. Mais je n'avais pas le choix, je ne pouvais plus faire marche arrière et je voulais tenter le coup en Europe pour essayer d'avoir un meilleur destin.

On a pris une embarcation de fortune, on a subi un temps très difficile, et j'ai prié, tellement prié durant la traversée, une traversée qui m'a parue infinie. Je ne souhaite ça à personne. Vivre ce genre d'expérience, c'est la roulette russe, et si on chavire, c'est terminé pour nous. Dieu merci, nous sommes arrivés en Italie, et on a été recueillis par les garde-côtes Italiens. On a débarqué à Lampedusa, sain et sauf, mais complètement perdus car on ne savait pas ce qui nous attendait. J'ai foulé le sol européen pour la première fois de ma vie un jeudi de mai, tôt le matin. Quelques jours après, j'ai été transféré sur le continent, et je suis arrivé en Calabre. J'ai été questionné et pris en charge par les autorités.

Un soir, avec d'autres Guinéens, on est parti à pied, vers le nord du pays. On a passé environ 10 jours sur les routes, à faire du stop, à monter dans des trains sans se faire arrêter par la police. On est arrivé à Milan et on a essayé de trouver de quoi gagner un peu d'argent. Faire la plonge, n'importe quoi, mais impossible de trouver une activité. C'est là que j'ai rencontré un Sénégalais qui m'a dit qu'il allait en Espagne car il avait un contact là-bas qui allait l'aider à bosser dans la plonge dans un restaurant, et qu'il cherchait des gens. Je suis parti avec lui un soir. On a traversé le sud de la France dans le coffre d'un véhicule, on a eu beaucoup de chance. On est arrivé à Barcelone et mon ami a vite réalisé qu'il s'était fait avoir. Il n'y avait pas de travail, et son ami lui avait menti. On s'est donc retrouvé à vendre des objets pour manger, et à dormir dans la rue. Je ne voulais pas rester ici. En septembre, je suis parti, en bus, jusqu'au Portugal, et Porto.

*Je suis arrivé à Porto, et je voulais trouver de quoi gagner ma vie au plus vite. J'ai été livreur pour une pizzeria, mais aussi j'ai travaillé dans le bâtiment en utilisant les papiers d'un ami sénégalais que j'ai rencontré quelques jours après mon arrivée. Je disais à ma famille que tout allait bien, mais je n'étais pas heureux. Je devais me battre, et je gagnais environ 400 euros par mois. J'ai eu un jour le contact d'une personne qui m'a dit que je pouvais gagner plus d'argent et qu'il pouvait m'aider à trouver un travail. J'ai foncé, et j'ai gagné un peu plus d'argent, je voulais m'en sortir. J'ai donc commencé dans Porto et dans les villes environnantes à bosser dans le secteur du nettoyage à domicile et industriel. Quelqu'un venait nous chercher à un point de rencontre différent chaque jour, pour ne pas nous faire repérer, et nous étions répartis dans des maisons de retraite, ou bien dans des usines de la zone. Le responsable nous disait toujours : '**Ne parlez pas aux travailleurs des lieux où on vous envoient, le silence est votre liberté**'. On était une dizaine à partir dans cette petite fourgonnette blanche chaque matin, et on bossait entre 10 et 12 heures par jour.*

Le secteur du nettoyage - industriel, et chez des particuliers - est en grand manque de main-d'œuvre au Portugal. Les entreprises portugaises estiment qu'il manque environ 15 000 personnes dans ce domaine. Un nombre de plus en plus important de petites et moyennes entreprises a donc recours à des travailleurs migrants, dont une partie est dans l'illégalité. "*Le nombre de cas d'exploitations d'êtres humains est en constante augmentation dans le secteur, surtout après la*

pandémie du Covid-19", selon le ministère du Travail et de la Solidarité sociale.

Un jour, un ami m'a parlé de partir dans une autre ville, Viseu, située à une heure et demi de Porto. Il bossait aussi dans le nettoyage avec une meilleure paie. Passer de 400 à 700 euros par mois, c'est quand même un peu mieux, et j'ai dit oui tout de suite. Je me suis installé dans les environs de la ville en avril 2023, avec une famille de migrants de Guinée-Bissau, qui me font passer pour un cousin de la famille pour qu'on n'attire pas l'attention. Le Portugal est un pays accueillant, mais de temps en temps, on ressent du racisme. Je comprends bien mieux la langue dorénavant, et une à deux fois par semaine, j'entends des mauvaises choses sur les migrants. Mes amis de Guinée-Bissau, qui vivent ici depuis plus de dix ans, me disent que le racisme ne cesse de monter, avec en parallèle le discours du parti d'extrême-droite Chega et les élections à venir.

Le 10 mars 2024, les Portugais sont appelés aux urnes pour des élections législatives, programmées après la démission du premier ministre au mois de novembre 2023 suite à l'implication de certains de ses proches dans un scandale de corruption lié au marché d'exploration du lithium dans le pays. Les débats battent leur plein, et le parti d'extrême-droite Chega (Assez ! en portugais) monte en puissance depuis quelques années, avec 12% de votes lors des présidentielles de 2021 et des intentions de 20% à quelques semaines du suffrage. Son leader, antimigrants et populiste, parle de l'immigration comme "*la raison, avec la corruption, de la décadence de notre pays. Les Gitans et les Africains ont pris d'assaut notre territoire, et il faut régler ce problème*".

*Mon travail est très pénible. Je me sens constamment fatigué, mais je ne peux pas me plaindre, car je dois survivre, et avancer. On est exploité, on me donne très peu de masques de protection, j'ai des soucis respiratoires et de peau à cause de certains produits qu'on utilise sur les chantiers. Mais je ne peux rien dire, je suis en situation irrégulière et j'ai peur de me faire arrêter et renvoyer au pays. Je reçois de l'aide d'une association, mais ce n'est que le début, et je ne suis même pas sûr de pouvoir obtenir les papiers un jour. Je rêvais d'être médecin, de faire mes études et de rentrer en Guinée. Mais je suis au Portugal, pauvre, et pas heureux. J'étais parti pour réaliser **mon rêve, mais tout le contraire qui s'est passé**".*

ROUMANIE

Visa de travail pour aller un pays occidental ?

En 2023, la Roumanie a accordé 42 000 visas de travail, à des ressortissants sud-asiatiques, principalement originaires du Sri-Lanka (11 429), du Bangladesh (11 138) et du Népal (9715). En juin 2023, le gouvernement roumain avait déclaré que l'économie aurait besoin « *d'au moins un demi-million de travailleurs étrangers* » pour continuer à fonctionner. Mais tellement de personnes ont postulé pour travailler dans ce pays que les autorités ont admis qu'elles avaient du mal à traiter toutes les demandes à temps. Toutefois, toutes les personnes ayant reçu un visa pour travailler en Roumanie ne semblent pas rester dans le pays, mais l'utilise comme étape avant de gagner un pays occidental. Il existe un écart notable entre le nombre de titulaires de visa et le nombre réel de résidents légaux dans le pays. Malgré les possibilités d'obtenir un visa de travail, les autorités roumaines affirment avoir arrêté des individus originaires du Bangladesh, du Népal et d'autres nationalités qui tentaient de franchir irrégulièrement la frontière vers la Hongrie et la Serbie voisines. En 2023, 1222 migrants illégaux de divers pays, dont 397 Bangladais, ont été expulsés de Roumanie.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

SUEDE

La Suède "*a avant tout besoin d'une main-d'œuvre étrangère qualifiée et hautement qualifiée*", a déclaré jeudi 15 février 2024 la ministre suédoise des Migrations. Or, le pays connaît "*une forte immigration vers des emplois*" peu qualifié et faiblement rémunéré. Pour tenter de renverser la tendance, le gouvernement soutenu par le parti d'extrême-droite des Démocrates de Suède, veut augmenter le salaire minimum exigé pour obtenir un visa de travail pour les migrants qui ne viennent pas de l'Union européenne (UE).

Une commission d'enquête, nommée par l'exécutif, propose d'établir le plafond demandé aux étrangers à 34 200 couronnes (**3 000 euros**), **soit 100% du salaire médian**. En novembre, le montant exigé des personnes hors espace Schengen ou Union Européenne avait déjà été doublé, passant de 13 000 couronnes (1 150 euros) à 27 360 couronnes (2 400 euros) – soit 80% du salaire médian. Les confédérations syndicales et les organisations d'employeurs avaient alors dénoncé une mesure qui risque non seulement de nuire à l'économie suédoise, mais qui met aussi à mal l'un des principes fondateurs de ce pays.

Les étrangers se retrouveront-ils écartés du marché du travail parce que trop chers ? Les entreprises pourront-elles vraiment s'en passer ? Car les deux secteurs les plus affectés par cette hausse du salaire minimum sont la restauration et le nettoyage. "*Dans beaucoup de cas, il s'agit d'emplois qui doivent être occupés par des personnes qui vivent déjà en Suède*", c'est-à-dire des citoyens suédois ou des personnes d'origine étrangère ayant obtenu l'asile ou arrivés en Suède grâce au rapprochement familial, entre autres, a relevé la ministre. Mais dans ces domaines, qui manquent cruellement de main-d'œuvre, les étrangers sont indispensables pour faire tourner l'activité. La ministre veut permettre des exceptions à la règle dans les cas où il existerait une pénurie des compétences, sur la base d'une liste élaborée par l'Agence des migrations. Et pour promouvoir l'arrivée de travailleurs qualifiés, la commission d'enquête souhaite que les **chercheurs** ne soient pas tenus de remplir ce nouveau niveau de salaire. Idem pour les **médecins, infirmières ou dentistes étrangers** qui occupent un emploi faiblement rémunéré dans l'attente de la reconnaissance de leur diplôme. Selon des données de l'Agence des migrations au 1er novembre 2023, 14 991 visas de travail octroyés sur 63 477 n'atteignent pas le seuil salarial. Le gouvernement compte sur une entrée en vigueur du texte au **1er juin 2025**.

Réduire l'immigration

La Suède, longtemps considérée comme une terre d'accueil et d'intégration pour les réfugiés, notamment syriens, affiche depuis 2022, et l'arrivée du nouveau gouvernement allié de l'extrême-droite, sa volonté de réduire drastiquement l'immigration et la criminalité. Ce projet représente un tiers de son programme. En octobre, une autre mesure avait donné le ton de la nouvelle politique de Stockholm. Les autorités avaient annoncé leur volonté de restreindre l'accès aux prestations sociales aux migrants non originaires d'un pays de l'UE. Le gouvernement souhaitait également introduire un plafond pour le cumul des aides, et imposer un délai entre l'arrivée de ces migrants en Suède et le moment où ils pourront toucher les allocations. "*Depuis 2012, plus de 770 000 personnes ont immigré en Suède de pays hors de l'Union européenne et de l'Espace économique européen*", rappelaient alors le Premier ministre et les trois autres dirigeants des partis de la coalition. "*Avec une politique d'intégration qui n'a pratiquement aucune exigence [envers les migrants] et aucune incitation à s'intégrer à la société, cette forte immigration a créé une Suède divisée*". Pour ces responsables politiques, le pays scandinave a "*d'importants problèmes*" avec les personnes nées à l'étranger qui vivent de prestations sociales, sans fournir pour autant de données officielles à ce propos.

EUROPE

METTRE FIN A LA « REPRESSION » ENVERS LES ONG ET INDIVIDUS QUI DEFENDENT LES DROITS DES MIGRANTS

La commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe appelle les États membres

à mettre fin à la « répression » envers les ONG et individus qui défendent les droits des migrants, dans une recommandation publiée jeudi 22 février 2024. Dans ce rapport, elle constate une « tendance croissante à harceler et à intimider, et à considérer comme des délinquants, les personnes et les groupes qui aident les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants ». Au cours de son mandat de six ans qui s'achève fin mars 2024, la commissaire a dénoncé à plusieurs reprises la pression sur les ONG qui portent assistance aux migrants en Europe, et les restrictions imposées à leur travail. Elle a aussi pointé des situations spécifiques, comme la « criminalisation » par l'Italie des ONG sauvant les migrants en Méditerranée. Elle avait encore dénoncé « *l'environnement hostile* » dans lequel travaillent les défenseurs des droits fondamentaux en Grèce. La commissaire s'est également exprimée pour dénoncer le refoulement des réfugiés et migrants aux frontières européennes.

Réformer les lois

Dans son rapport de jeudi 22 février 2024, elle « *demande instamment aux États membres du Conseil de l'Europe de tout mettre en œuvre pour inverser la tendance à la répression* ». Elle les appelle notamment à réformer les lois, politiques et pratiques « *susceptibles d'empêcher ou d'entraver les activités des défenseurs des droits humains qui aident les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants* ». Elle les exhorte en particulier à « *veiller à ce que les lois sur le trafic illicite de migrants ou l'aide à l'entrée, transit ou séjour irréguliers empêchent clairement d'incriminer les défenseurs des droits humains qui viennent en aide aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux migrants* ». Les représentants du gouvernement et les élus « *devraient se garder de tenir des propos désobligeants, incendiaires ou stigmatisants* ». Ils devraient également mettre fin aux « *mesures de surveillance pour intimider les défenseurs des droits humains et perturber leur travail* » et les laisser accéder à des lieux où ils peuvent rencontrer et aider des réfugiés.

Fonction créée en 1999, le commissariat aux droits de l'homme a pour mission de promouvoir la prise de conscience et le respect des droits humains dans les **46 États membres du Conseil de l'Europe**, qui siège à Strasbourg.

<https://www.ouest-france.fr/europe/ue/le-conseil-de-leurope-fustige-la-repression-de-ceux-qui-aident-les-migrants-8aa47195-6443-4242-b19c-9f84dcd626e5>

ROYAUME-UNI

Le Royaume-Uni signe un accord avec Frontex

La dernière mesure du Premier ministre britannique pour lutter contre l'immigration irrégulière est un accord signé vendredi 23 février 2024 avec Frontex. Le partenariat avec l'agence européenne chargée du contrôle des frontières prévoit des échanges d'information et de renseignements pour mettre à mal les réseaux de passeurs. Il vise également à renforcer la coopération entre Britanniques et Européens notamment dans l'utilisation des nouvelles technologies comme les drones. La signature formelle de cet accord s'est passée à Londres entre le directeur général de la police britannique aux frontières et le directeur exécutif de Frontex, en présence du ministre britannique de l'Intérieur et de la Commissaire européenne aux Affaires intérieures.

La criminalité organisée en matière d'immigration et les passeurs "*sont des défis mondiaux qui nécessitent des solutions et des ambitions partagées*", a déclaré le patron du Home Office, saluant dans cet accord une "*nouvelle étape cruciale dans la lutte contre l'immigration clandestine*" et les traversées de la Manche à bord de petites embarcations. Londres a déjà signé des accords similaires avec la France. Depuis plusieurs années, les deux pays collaborent pour lutter contre l'immigration irrégulière. Mais en janvier, un rapport virulent de la Cour des Comptes accusait le Royaume-Uni d'en faire trop peu dans son échange d'informations. "*La Cour a constaté que les Britanniques ne communiquent pas de renseignements exploitables sur les départs des 'small boats' et donnent des informations de premier niveau, très générales et non recoupées*".

Des réfugiés dans un camion frigorifique

Vendredi 16 février 2024, plusieurs exilés ont été transportés d'urgence à l'hôpital après

avoir été trouvés à l'arrière d'un camion qui traversait la Manche à bord du ferry Seven Sisters, entre Dieppe et Newhaven. Ils se trouvaient derrière une paroi leur permettant de se dissimuler, dans un camion de type frigorifique. *"Ceux qui étaient en dessous étaient les plus mal en point. Ils suffoquaient et frappaient sur les parois. C'est semble-t-il ainsi qu'ils ont été repérés"*. Deux hommes ont été arrêtés. L'un pour *"entrée illégale"* au Royaume-Uni, l'autre pour avoir *"facilité l'entrée illégale"* de ces migrants sur le territoire. L'embarquement s'est fait dans le port de Dieppe, pourtant ultra-surveillé. Au fil des années, la pose de caméras de sécurité ou encore de barbelés s'y est multiplié. Les Britanniques y ont même financé, en 2019, un grand hangar dédié à l'inspection minutieuse des camions, d'une surface de 300 m², qui a coûté 680 000 euros.

Expulsion vers le Rwanda, contraire à un état de droit

Selon le Bureau des droits de l'homme de l'ONU, les mesures législatives prises par le gouvernement britannique pour faciliter l'expulsion rapide des demandeurs d'asile vers le Rwanda - notamment en réduisant considérablement la capacité des tribunaux à contrôler les décisions d'expulsion - sont contraires aux principes fondamentaux de l'État de droit. Elles risquent de porter un coup sérieux aux droits de l'homme. *« Il est profondément préoccupant d'exclure un groupe de personnes, ou des personnes dans une situation particulière, de l'égalité de protection de la loi. Cela va à l'encontre d'une justice équitable, disponible et accessible à tous, sans discrimination »*. Le projet réduit *"considérablement la capacité des tribunaux à examiner les décisions d'expulsion"* et *"tente de soustraire l'action du gouvernement à l'examen juridique habituel"*. *"Un contrôle judiciaire indépendant et efficace est le fondement de l'État de droit : il doit être respecté et renforcé. Les gouvernements ne peuvent pas révoquer leurs obligations internationales en matière de droits de l'Homme et d'asile par la législation."* La semaine dernière, la commission mixte des droits humains du Parlement britannique a publié un important rapport soulevant une série de graves préoccupations en matière de droits de l'homme et d'État de droit concernant l'ensemble de la législation proposée. *« J'invite instamment le gouvernement britannique à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir le plein respect des obligations juridiques internationales du Royaume-Uni et pour préserver la fière histoire du pays en matière de contrôle judiciaire efficace et indépendant. Une telle position est aujourd'hui plus vitale que jamais »* indique le chef des droits de l'homme des Nations Unies.

https://news.un.org/fr/story/2024/02/1143302?utm_source=UN+News+-+French&utm_campaign=224f9c149d-EMAIL_CAMPAIGN_2024_02_20_01_03&utm_medium=email&utm_term=0_0264da9d8f-224f9c149d-%5BLIST_EMAIL_ID%5D

SERBIE

Trafic supposé de migrants.

Un accident de voiture survenu à Preševo, dans le sud de la Serbie, près de la frontière avec la Macédoine du Nord, a fait trois morts et douze autres blessés, a annoncé la police serbe mardi 20 février 2024. Les blessés ont été transférés à l'hôpital de Niš, et leur pronostic vital ne serait pas engagé. Six autres survivants ont été examinés à l'hôpital de Vranje puis conduits dans les Centres d'accueil de Bujanovac et de Preševo. Le conducteur du véhicule, un Serbe de 43 ans, qui conduisait sans permis, a été placé en détention et inculpé pour **trafic supposé de migrants**.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

Serbie : des migrants refoulés nus vers la Macédoine du Nord ?

Postée le 15 février 2024 sur un réseau social par l'ONG nord-macédonienne Legis, et reprise par un quotidien britannique, une vidéo montre une file d'hommes à moitié nus marcher en pleine nuit sur une route près de la frontière avec la Serbie. L'ONG affirme qu'en 48 heures, 70 migrants ont été refoulés par les autorités serbes et forcés de se déshabiller, ou de rester en sous-vêtements. Et ce alors que les températures s'élevaient à seulement trois degrés dans la région. *"Les gens sont arrivés battus, effrayés et volés durant le week-end du 10 février"* 2024, signale Legis, qui a réussi à entrer en contact avec des dizaines d'entre eux. L'ONG évoque *"un incident d'une ampleur*

jamais observée ces sept dernières années". Selon le directeur du Centre de protection des demandeurs d'asile en Serbie, ces "pushbacks" tendent à s'accélérer en ce début d'année. "C'est désormais une pratique régulière". Les humanitaires "appelle[nt] à l'arrêt immédiat de cette déshumanisation des migrants et des violations de leurs droits humains". Ils réclament également qu'une enquête soit menée pour faire toute la lumière sur ce refoulement "inquiétant et dégradant".

Même demande formulée par la commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe. Elle évoque par ailleurs, "des rapports récents [sur des] refoulements présumés par des policiers serbes à la frontière avec la Macédoine du Nord, caractérisés par des traitements dégradants et des vols de migrants". "Ces incidents sont non seulement inquiétants, mais aussi révélateurs d'une tendance plus large parmi les États membres du Conseil de l'Europe". "Ces actions semblent violer la Convention européenne des droits de l'Homme, qui interdit le refoulement et les expulsions collectives".

D'après le président de l'ONG Legis, c'est la première fois que ce genre de pratiques sont observées à la frontière entre la Serbie et la Macédoine du Nord. Or, la police serbe a démenti toutes ces allégations jeudi 22 février 2024. Le ministère de l'Intérieur assure que des contrôles ont été effectués auprès du centre régional de la police des frontières et qu'il n'y avait à ce moment-là aucune patrouille de police serbe dans cette zone. La police des frontières serbe n'utilise pas de chiens pour surveiller les frontières et n'en possède pas non plus dans ses unités, précise le ministère. Rien n'indique donc que « les événements controversés se sont produits sur le territoire de la Serbie », conclut le communiqué du ministère.

Mais dans d'autres pays, ces méthodes ont déjà été répertoriées. La Bulgarie, et plus particulièrement la Grèce, ont plusieurs fois été épinglées pour avoir obligé des exilés à se déshabiller avant d'être renvoyés côté turc. Dès 2020, le réseau d'organisations Border violence monitoring network documentait dans un rapport ce genre d'agissements. Cette année-là, 44% des témoignages enregistrés décrivaient des cas de déshabillage forcé. En Croatie aussi, "de nombreux témoignages révèlent que la police met régulièrement le feu aux vêtements des migrants, avant de les repousser à travers les zones frontalières, les forçant à marcher nu pendant plusieurs heures, souvent dans des conditions météorologiques extrêmes". Malgré les critiques, Athènes a continué d'utiliser ces méthodes. En décembre 2021, c'est un interprète afghan de l'agence européenne de surveillance des frontières, Frontex, qui a été agressé par les autorités grecques. Les garde-frontières européens l'avaient pris pour un migrant. Après son arrestation, il a été déshabillé de force et contraint de monter dans un canot sur la rivière Evros, direction la Turquie. Selon un rapport d'une ONG belge, plus de 346 000 refoulements forcés ont eu lieu aux frontières extérieures de l'Europe en 2023.

<https://borderviolence.eu/app/uploads/Annual-Torture-Report-2020-BVMN.pdf>
<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

La Serbie est le dernier pays non-membre de l'Union européenne sur la route des Balkans. Traversée depuis des siècles, elle l'est aujourd'hui encore par de nombreux étrangers venus de Syrie, d'Afghanistan, de Turquie, et même du Maroc... Car la Serbie reste le dernier rempart de la forteresse Europe. Depuis le mois de décembre 2024, après un contexte politique tendu (élections présidentielles), ce pays de transit tente de rendre invisibles les exilés, déjà soumis aux passeurs et aux lois en matière d'asile et d'immigration. Le 27 octobre 2023 la police a déployé une opération pour détruire les squats : 4500 personnes ont été enfermées dans des camps du sud du pays et d'autres arrêtés ou renvoyés dans d'autres pays. La médiatisation de cette opération n'a fait qu'accroître l'opinion antimigrants des serbes. Les passages à la frontière de Croatie ont diminué, car il y a beaucoup de police et aussi d'agent de Frontex. Les migrants se sont donc déplacés vers d'autres parties de la frontière avec la Croatie pour la franchir. La Serbie est soucieuse de respecter les demande de l' UE puisqu'elle est candidate à l'entrée en EU. Il y a une diminution de migrants car des visas pour entrer en Serbie ont été imposés. Les migrants sont moins visibles.

ASIE

COMORES

Mayotte fait partie des Comores

Le gouvernement comorien a vivement réagi à la décision de la France concernant la révision de sa Constitution pour abolir le droit du sol à Mayotte. Le ministère comorien des Affaires étrangères a fermement condamné, mardi 13 février 2024, cette annonce. Pour le ministre de l'intérieur français, cette mesure visait à lutter contre l'immigration clandestine ; il s'agissait de résoudre la crise sociale et sécuritaire qui sévit à Mayotte. Le gouvernement des Comores souligne que la situation actuelle à Mayotte découle de la gestion française de l'île au cours des 49 dernières années. Il rejette l'idée que la suppression du droit du sol concerne les Comoriens à Mayotte, affirmant **qu'ils y sont chez eux**. Mayotte est historiquement et juridiquement reconnue comme faisant partie des Comores selon le droit international et les résolutions des Nations unies. Le ministre comorien des Affaires étrangères, se demande si cela marque le début d'une remise en cause de la prétendue appartenance de Mayotte à la France. Il réaffirme la volonté des Comores de continuer à revendiquer Mayotte comme un territoire comorien, avec sa propre identité culturelle et linguistique. Le ministre exhorte la France à respecter la souveraineté des Comores sur l'île de Mayotte, soulignant « *que ni le temps ni les changements constitutionnels ne pourront altérer l'histoire et le destin partagés par les Comoriens des quatre îles sœurs* ».

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240214-mayotte-moroni-r%C3%A9pond-%C3%A0-paris-sur-la-question-du-droit-du-sol>

AFRIQUE

MAROC

141 subsahariens ont été interceptés par les autorités marocaines

C'est lors d'une opération qui a duré plus de 15 heures à 274 km des côtes que 141 migrants subsahariens, dont trois femmes et deux mineurs, ont été interceptés et ont reçu l'assistance de la Marine royale marocaine alors en mission de reconnaissance au large Dakhla, au Sahara occidental dimanche 18 février 2024. Selon le communiqué de l'état-major général des Forces armées royales, les exilés étaient en proie à une météo dangereuse et en difficulté à bord d'une pirogue, une embarcation en bois fréquemment utilisé sur cette route migratoire, lorsque l'opération a eu lieu. Ils avaient quitté la Mauritanie le 10 février 2024 et faisaient route vers les Iles Canaries, selon les autorités qui ont précisé avoir acheminé les 141 personnes au port de Dakhla avant de les confier à la Gendarmerie royale. Cette opération est la plus importante depuis le début de l'année 2024 mais loin d'être la seule. Jeudi 15 février, 32 Subsahariens, dont deux mineurs, ont été pris en charge par les garde-côtes marocains, là aussi près de Dakhla. Ils avaient également pris la mer depuis les côtes mauritaniennes. Et quelques jours plus tôt, les 2 et 5 février, ce sont respectivement 104 et 59 personnes qui ont été assistées par la Marine royale au large de la même localité.

Plusieurs centaines d'exilés subsahariens ont été expulsés vers le sud et l'est du Maroc

Un corps calciné, "*probablement celui d'un migrant*", a été retrouvé au milieu des débris de ce qui était encore quelques heures auparavant, un camp de migrants. Il a été transféré à la morgue pour autopsie, sur instruction du ministère public. "*Une information judiciaire a été ouverte par les services de sécurité pour identifier l'identité du défunt, connaître les circonstances de l'incident, ainsi que déterminer les responsabilités*", ont indiqué les autorités.

Quelques heures plus tôt, à l'aube, 4 000 policiers, gendarmes ou encore membres de la

force anti-émeutes ont procédé au démantèlement de ce lieu de vie informel, situé à côté de la gare routière d'Ouled Ziyane, à **Casablanca**. Les bâches et sacs poubelles érigées en tentes ont fait place à ce qui s'apparente désormais à un vaste terrain vague. D'après "*des sources officielles*" des feux ont été allumés par les exilés eux-mêmes en guise de protestation. Une version contredite par le témoignage d'un exilé soudanais de 23 ans présent lors du démantèlement. "*Ce sont les autorités qui ont mis le feu au camp ; elles font cela depuis des années. Pourquoi est-ce qu'on brûlerait nos affaires ?*". Ce jour-là, des centaines d'exilés n'ont pas eu le choix, encadrés par les véhicules des forces de l'ordre, que de grimper dans "*la trentaine de cars*" affrétés pour eux, indique l'AMDH. Selon elle, ces véhicules ont pris la direction du sud et de la frontière est du Maroc, "*dans des conditions difficiles*". Une centaine de personnes ont par ailleurs été arrêtées.

En six ans, ce camp a abrité près de 1 4000 exilés. Les personnes originaires d'Afrique de l'Ouest se sont réfugiées là, "*à côté d'une station de tramway inachevée*". Quelques "*Africains de l'Est, principalement originaires du Soudan, s'abritent, eux, dans une école abandonnée à proximité*". Pour l'ONG, cette situation a été "*indirectement créée par les autorités marocaines qui refoulent les migrants arrêtés au nord*" du pays. Le Maroc est depuis des années un pays de transit pour les candidats subsahariens à l'exil qui souhaitent gagner l'Europe. Mais depuis le renforcement des contrôles aux frontières du pays – les forces marocaines ont arrêté l'an dernier environ 87 000 migrants en partance pour l'Europe, contre un peu plus de 70 000 en 2022 – beaucoup d'exilés sont refoulés vers le sud et le centre du territoire, notamment à Beni Mellal. Et pour monter de nouveau vers le nord, les migrants rejoignent d'abord Casablanca. La ville ne disposant d'aucune structure d'accueil pour les exilés, ces derniers tentent donc de survivre dans des lieux de vie improvisés, comme celui d'Ouled Ziyane. Réputé insalubre, le camp est régulièrement détruit par les autorités. Et se reconstruit presque aussitôt, les candidats à l'exil n'ayant pas de solution de repli.

"Ici, c'est la galère, il fait trop froid, témoignait en février 2023, un Malien de 19 ans. Même avec les couvertures, ça ne va pas. Je ne dors pas, même la nuit". Le jeune homme déplorait aussi ne pas pouvoir se laver, "*parfois pendant 2 mois*", car aucune infrastructure sanitaire n'existe à proximité. Le harcèlement des policiers sur place est quotidien. "*Ils ramassent notre matériel, ce que l'on mange. Ils nous chassent*". En février 2023, des échauffourées ont éclaté avec la police durant un énième démantèlement. Six migrants ont écopé de deux ans de prison ferme et d'une amende de 60 000 dirhams (environ 5 000 euros) pour "*insulte et agression à l'encontre de fonctionnaires, destruction de biens publics et migration illégale*". Pour ces migrants bloqués au Maroc, difficile d'abandonner leurs rêves d'Europe pour construire leur vie dans le royaume. Si depuis quelques années, Rabat mène une politique d'intégration des réfugiés statutaires, pour tous les autres exilés, accéder à un travail, avoir un toit, et obtenir des papiers est une gageure. En décembre 2022, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a d'ailleurs pointé du doigt dans un communiqué "*le manque d'opportunités au Maroc, notamment au niveau socio-économique*" et "*les difficultés à s'y intégrer*". Ces obstacles fragilisent d'autant plus les exilés. Selon une chercheuse marocaine et experte en genre et migration, les femmes ayant un emploi instable "*sont exposées à différents types de violence, en premier lieu sexuelle*". D'après un prêtre à Rabat engagé dans la cause des migrants au Maroc, en mai 2022, dans le pays, "*la prostitution des femmes migrantes, souvent des mères célibataires*", est même "*considérable*".

MAURITANIE

Accords Mauritanie- Espagne

Le porte-parole du gouvernement mauritanien, mercredi 21 février 2024, à la sortie d'une réunion de l'Exécutif, devant les journalistes présents, a demandé à ce que le partenariat migratoire conclu avec Madrid en 2022, soit réformé, "*car la situation a changé*". "*Nous avons déjà tenu deux cycles de négociations à Madrid et Nouakchott et un troisième aura lieu prochainement en Espagne*". Le même jour, alors que des négociations ont débuté à Nouakchott entre des responsables mauritaniens et européens visant à lutter contre la migration irrégulière, le ministère de l'Intérieur a

en revanche tenu à souligner que la Mauritanie ne constituera pas une "*patrie alternative pour les migrants*". Répondant à des rumeurs insinuant que le pays s'occuperait de l'accueil, de l'hébergement et de l'installation des exilés, via un nouvel accord, avec Bruxelles cette fois.

L'accord migratoire entre Nouakchott et Madrid de novembre 2022, permet à la Mauritanie de bénéficier d'une assistance logistique et technique de la part de l'Espagne, pour lutter contre la migration irrégulière. Des moyens humains, aériens, navals et terrestres sont ainsi fournis par les Espagnols pour surveiller les plages de Nouadhibou, principal ville de départ vers l'archipel des Canaries. Ainsi, une cinquantaine d'agents espagnols patrouillent en mer, dans l'air et sur terre pour surveiller les plages et les eaux mauritaniennes. Chaque année, la Mauritanie touche par ailleurs 10 millions d'euros pour la formation de ses propres agents et l'achat de leurs équipements. En échange, Nouakchott s'engage à **accueillir sur le sol mauritanien les exilés** entrés de manière irrégulière aux Canaries après avoir quitté le pays, et à bloquer les départs des canots. Une somme à laquelle s'est ajoutée, il y a deux semaines, 200 millions d'euros promis par l'UE pour "*contrôler les flux de migrants*".

La coopération au sujet de la migration entre l'Espagne et la Mauritanie n'est pas nouvelle : en 2003 déjà, un accord similaire avait été signé entre les deux États, trois ans avant la crise des "cayucos", durant laquelle 32 000 personnes avaient débarqué aux Canaries. Avec l'accord de 2022, Madrid s'aligne sur la politique migratoire de l'UE : celle de l'externalisation des frontières européennes. L'objectif étant de stopper les migrants plus tôt sur la route de l'exil, en donnant des moyens financiers et logistiques aux pays de départ et de transit. Le partenariat avec Nouakchott est régulièrement vanté par le gouvernement espagnol. En 2023, d'après les autorités, il a empêché "*au moins 7 000 migrants*" de prendre la mer depuis la Mauritanie.

Depuis le début de l'année en revanche, la route migratoire qui part de ce pays sahélien et mènent aux Canaries connaît un net regain des passages. Sur les 7 270 migrants débarqués sur les Açores en janvier 2024, 83% avaient pris la mer depuis les côtes mauritaniennes, d'après les autorités espagnoles. Et en décembre, les arrivées en provenance de Mauritanie étaient également majoritaires, assure l'ONG Caminando Fronteras. Une situation qui inquiète les autorités canariennes. Dans une lettre envoyée le 1er février 2024 au ministre de l'Intérieur, la ministre de la Présidence et de la Sécurité de l'archipel, a fait part de sa "*préoccupation*" sur le fait que "*la Mauritanie a cessé d'effectuer des contrôles aux frontières*". Selon elle, "*300 000 personnes attendent d'embarquer*" sur un canot à destination des Canaries.

Le renforcement des contrôles plus au nord, dans le sud du Maroc, font partie des raisons qui expliquent l'intensification des départs à cet endroit. Soutenues également par l'Espagne, les forces marocaines ont arrêté l'an dernier environ 87 000 migrants en partance vers l'Europe contre un peu plus de 70 000 en 2022. D'après le Premier ministre espagnol, les entrées irrégulières dans les îles Canaries avaient d'ailleurs baissé de 63 % au premier trimestre 2023, par rapport à la même période en 2022. La recrudescence des départs depuis le Sénégal cet été a depuis, fait exploser les chiffres.

La route qui mène de la Mauritanie aux Canaries, bien que plus courte que celle qui part du Sénégal, reste très dangereuse pour les candidats à l'exil. "*Les pires moments, ce sont les couchers de soleil. Pour nous, c'est toujours un traumatisme, car cela signifie que la nuit, l'obscurité, la souffrance et le froid ont commencé*", raconte un originaire de Kayes au Mali. Parti en 2006 à 17 ans, le jeune homme a passé quatre jours dans l'océan Atlantique avec 19 autres personnes, sans eau ni nourriture. "*Les personnes âgées pleuraient, priaient, on aurait dit qu'elles devenaient folles*", témoigne-t-il. S'il a finalement pu atteindre Grande Canarie, beaucoup d'autres exilés n'ont pas cette chance. Entre décembre 2023 et janvier 2024, "*des centaines de personnes*", réparties dans sept embarcations, "*ont disparu sur la route mauritanienne*", en majorité empruntée par des ressortissants du Sahel, avance Caminando Fronteras. Selon l'ONG, 385 personnes sont mortes en 2023 sur cette seule route. "*Peut-être qu'il est en prison. La famille veut savoir, mais je ne sais pas quoi leur dire*",

témoigne la tante d'un disparu auprès de l'association. *"Il n'a pas encore appelé, mais quand il sera finalement arrivé, il appellera, n'est-ce pas ?"*.

TUNISIE

Neuf exilés décédés, au fond d'une embarcation à la dérive

Les autorités tunisiennes ont annoncé, jeudi 15 février 2024, que neuf migrants étaient décédés dans une embarcation à la dérive au large de la Tunisie **"à la suite d'une avarie"**. L'embarcation transportait plus de 50 personnes de diverses nationalités, des Égyptiens, Syriens, Pakistanais et Bangladais : tous des hommes, selon les autorités. Le canot était parti depuis les côtes libyennes. Les garde-côtes tunisiens ont pu le localiser au large de la ville de Zarzis, a précisé le porte-parole de la Garde nationale. La Garde nationale affirme que l'embarcation a *"subi une avarie causée par une voie d'eau"* avant de dériver. *"C'est fort probable qu'ils soient morts asphyxiés par l'odeur du carburant au fond de cette embarcation de fortune"*, soutient le porte-parole du parquet du gouvernorat de Médenine. Ce parquet a ouvert une enquête pour mieux comprendre les circonstances de l'incident.

Disparitions de Tunisiens en méditerranée

Depuis le début de l'année, plus de 50 Tunisiens sont portés disparus en Méditerranée. En 2023, les Tunisiens représentaient la deuxième nationalité parmi les 150 000 migrants arrivés de manière irrégulière en Italie, juste derrière les Guinéens. En 2023, pas moins de 1 313 personnes parties des côtes tunisiennes ont disparu ou sont mortes en mer Méditerranée, selon les chiffres du Forum tunisien des droits économiques et sociaux. Un nombre jamais atteint jusqu'ici. Au moins deux tiers d'entre eux étaient originaires d'Afrique subsaharienne. Ce funeste bilan *"équivalent à peu près à la moitié des morts ou disparus en Méditerranée"* en 2023 selon l'ONG tunisienne. Au total, depuis début 2024, l'Organisation internationale pour les migrations a décompté 124 disparitions en mer.

Refoulement par centaines de migrants établis dans le pays vers des zones désertiques

Le mémorandum signé l'été dernier entre la Tunisie et l'Union européenne pour lutter contre l'immigration a été dénoncé par le président tunisien. Un bras de fer entre l'UE et la Tunisie dans lequel les migrants subsahariens se retrouvent pris en étau. L'été dernier avait été aussi marqué par le refoulement par centaines de migrants établis dans le pays vers des zones désertiques ou vers les frontières avec l'Algérie et la Libye. Il y a désormais moins de migrants dans les grandes villes de Tunisie et ailleurs, leur situation s'est terriblement dégradée.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-international/20240220-tunisie-le-cauchemar-continue-pour-des-milliers-de-migrants-subsahariens>

TEMOIGNAGE

Témoignage d'un Guinéen sur la route de l'exil depuis trois ans

Ce guinéen espère depuis 2021 rejoindre les côtes européennes pour une vie meilleure.

"En 2021, je suis arrivé à Sfax dans le but de rejoindre l'Europe. J'ai payé 1 500 euros à un coaxeur guinéen pour prendre la mer. Ce forfait devait me permettre de tenter la traversée de la Méditerranée trois fois, si je n'y arrivais pas du premier coup."

Les coaxeurs sont les intermédiaires entre les migrants et les passeurs. Ils sont généralement de la même nationalité que les exilés. À la différence des passeurs qui sont, le plus souvent, originaires du pays de transit.

L'homme nous a emmenés vers la côte, et nous a logés dans une maison en attendant notre départ. Je n'ai finalement pas pris la mer car 'l'Arabe' [le passeur] disait que l'eau n'était pas

bonne, que nous devions patienter quelques jours et l'amélioration des conditions météorologiques. Je suis donc rentré chez moi. Trois jours plus tard, j'ai appris qu'il avait fait passer un autre groupe de personnes, sans me prévenir. Leur embarcation a atteint l'Italie. À bord, se trouvait le coxateur guinéen. Il m'a appelé lorsqu'il est arrivé à Lampedusa pour me dire qu'il avait donné mon argent à un autre intermédiaire ivoirien. Mais ce dernier m'a affirmé qu'il n'avait rien reçu. J'avais donc dépensé 1 500 euros pour rien et j'étais fauché !

J'ai décidé de tenter ma chance ailleurs, en Algérie. Pendant huit mois, j'ai fait des petits boulots sur des chantiers ou dans des champs vers Alger pour financer le transport vers le Maroc. En 2022, je suis arrivé à Oujda [première ville marocaine près de la frontière algérienne], avec l'aide d'un passeur qui m'a demandé 250 euros. Là, un Marocain m'a mis en contact avec d'autres coxateurs guinéens. Il m'a aussi donné du pain et de l'eau. Je n'avais pas mangé depuis mon départ d'Alger, deux jours plus tôt. Les Guinéens m'ont hébergé dans une maison. Ils m'ont réclamé 250 euros pour le loyer. Mais je n'avais plus rien. Alors, j'ai appelé mon père en Guinée qui a envoyé, via Orange money, 500 euros : je pensais donner la moitié aux coxateurs et le reste me servirait pour payer des habits, de la nourriture et le transport vers Tanger. Mais les Guinéens ont pris tout mon argent... Je me suis encore fait avoir ! Ma sœur, qui habite en Belgique, m'a envoyé un peu de sous et j'ai pu prendre un bus. J'ai dormi dans les bois deux jours et le troisième, j'ai tenté de passer à Ceuta. Mais les forces marocaines nous ont vus, nous ont attrapés et nous ont refoulés vers Beni Mellal. Au centre du Maroc, au milieu de nulle part.

Un ami m'a donné de l'argent pour remonter vers Rabat. Pendant ce temps, ma famille au pays a conclu un marché avec un coxateur guinéen établi à Laayoune [au Sahara occidental]. Ils lui ont déposé 1 000 euros sur son compte, et il ont aussi donné 1 900 euros à sa famille en Guinée. Grâce à ce nouvel accord, je suis allé à Agadir en bus. Mais après, pour descendre à Laayoune, il faut payer des 'taxis mafias'. Ce sont des chauffeurs subsahariens qui font payer le transport vers le sud, car les bus qui font la liaison vers ces villes n'acceptent pas les sans-papiers. Le 'taxi mafia' prend 500 dirhams [46 euros] alors que le ticket de bus coûte 100 dirhams [9 euros]. Laayoune est connue pour être un lieu de départs des embarcations vers l'archipel espagnol des Canaries. Pour empêcher les migrants d'atteindre leur but, les autorités marocaines ont donné des directives aux chauffeurs de bus afin de leur interdire de monter à bord. Plus aucun ticket en direction de ces villes n'est vendu aux Subsahariens.

Le coxateur à Laayoune m'a mis dans une maison. Il y avait au moins 40 autres migrants à l'intérieur. On restait enfermés, de peur d'être arrêtés par la police. On devait être discret car à cette époque, les autorités interpellent les Noirs partout dans la ville, dans les maisons ou au travail. Pendant cinq mois, je suis sorti une vingtaine de fois, la nuit, pour le lancement [la tentative de traversée] mais je n'ai pas vu la mer une seule fois ! Les passeurs nous disaient toujours que les conditions n'étaient pas réunies et on rentrait à la maison. À l'été 2023, les policiers marocains ont fait sortir tous les 'Blacks' de Laayoune. Ils sont venus nous interpellier dans nos maisons et nous ont refoulés vers Ouarzazate. De nouveau, je me suis retrouvé dans le désert, sans rien. J'ai rejoint Agadir en bus et j'ai pris un 'taxi mafia' vers Tantan [ville située à 300 km de Laayoune, devenue aussi un lieu de départs des canots vers l'Espagne], sur conseil de mon coxateur. C'est lui qui a payé le trajet. À Tantan, c'était mieux qu'à Laayoune. Là-bas, on pouvait sortir la journée, pour se promener ou acheter à manger. Nous ne craignons pas les autorités, il n'y avait pas de refoulements. Mais là encore, pas de traversées. Un soir, on a tenté la traversée depuis Guelmim [à 120 km de Tantan] mais l'eau était agitée. Cette fois, c'est moi qui n'ai pas voulu aller dans le canot, j'avais trop peur. C'était trop dangereux. Des amis sont montés dedans. Dès la première vague, l'embarcation est revenue sur la plage. On a donc renoncé à prendre la mer. Mais les passeurs étaient déjà repartis, ils nous avaient abandonnés là. On a marché deux jours pour rejoindre Tantan. Heureusement, sur la route, des Marocains nous ont donné de l'eau et du pain. Puis, j'ai quitté Tantan à la fin de l'année dernière car les autorités marocaines prévoient de nouvelles rafles. Je suis remonté vers Rabat. Je suis toujours ici et j'espère à nouveau entrer à Ceuta. J'ai déjà essayé deux fois de franchir les

barbelés mais la police m'a arrêté et m'a envoyé dans le désert. Cette vie est fatigante, je suis sur la route depuis plus de trois ans ! Ma famille me dit de rentrer au pays, mon papa s'inquiète beaucoup. Mais, je n'ai pas enduré tout ça pour rien. Et puis, il n'y a rien à faire en Guinée. J'ai croisé beaucoup de personnes sur ma route qui sont aujourd'hui en Europe... Et moi, je suis encore là. Des amis en Guinée veulent venir ici, mais je les dissuade. C'est important de leur dire la vérité. Nous on sait ce qu'il se passe, on ne veut pas qu'ils souffrent comme nous."